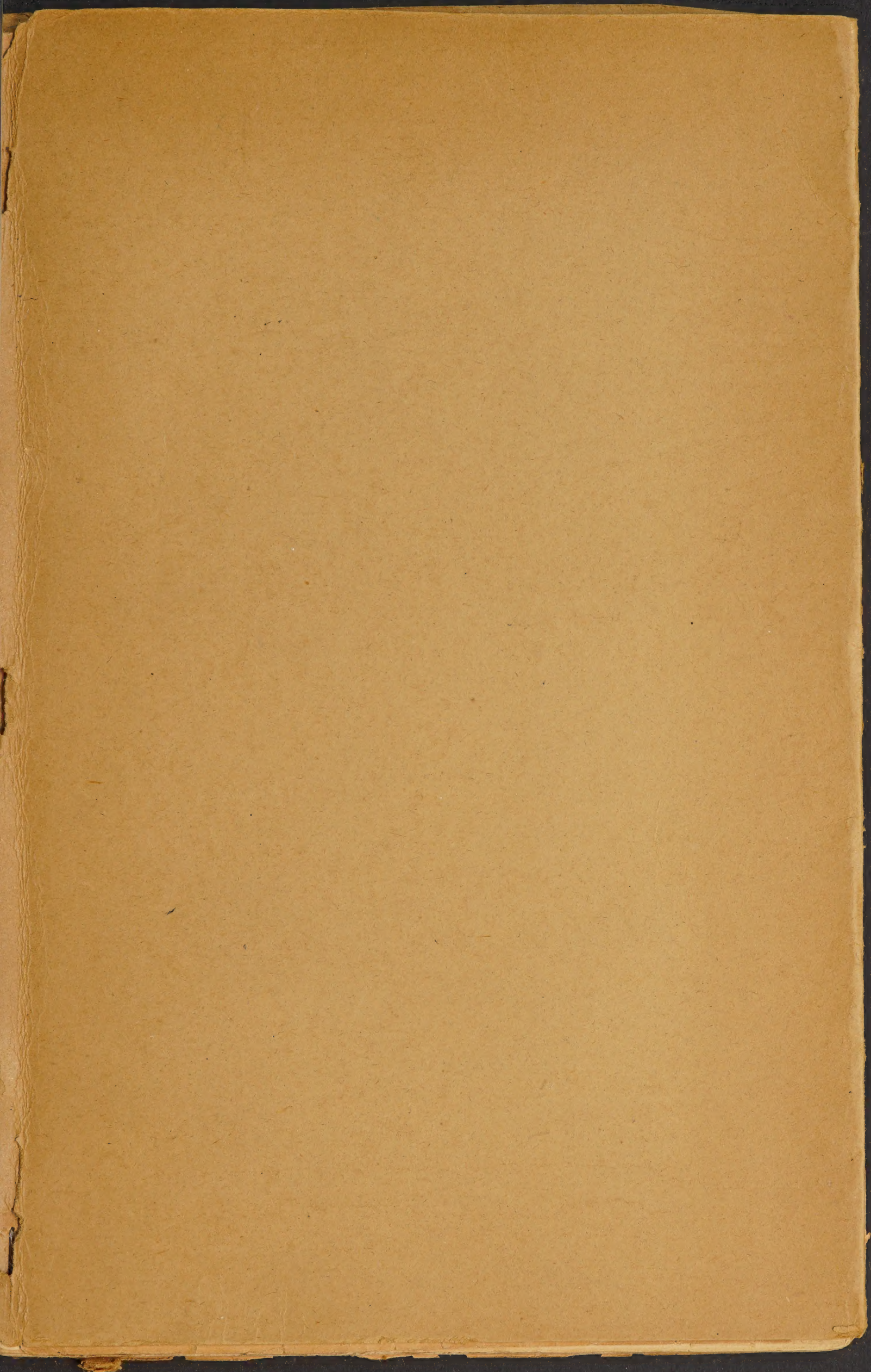
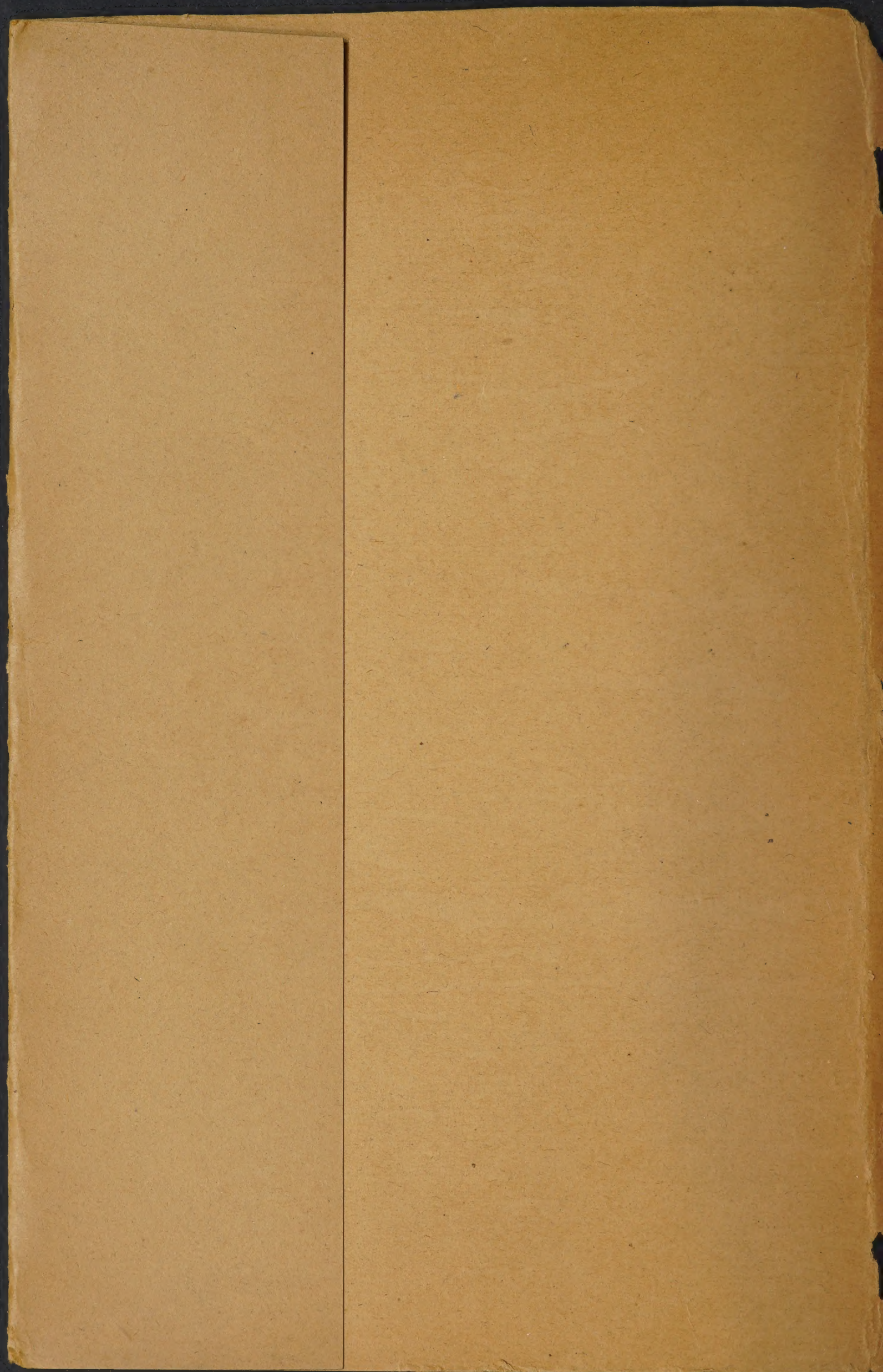






200/758/328

MÉMOIRE
SUR LA CHRONOLOGIE
DES CHARTES DE HENRI II

ROI D'ANGLETERRE ET DUC DE NORMANDIE

PAR

LÉOPOLD DELISLE

MEMBRE DE L'INSTITUT

MÉMOIRE LU A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

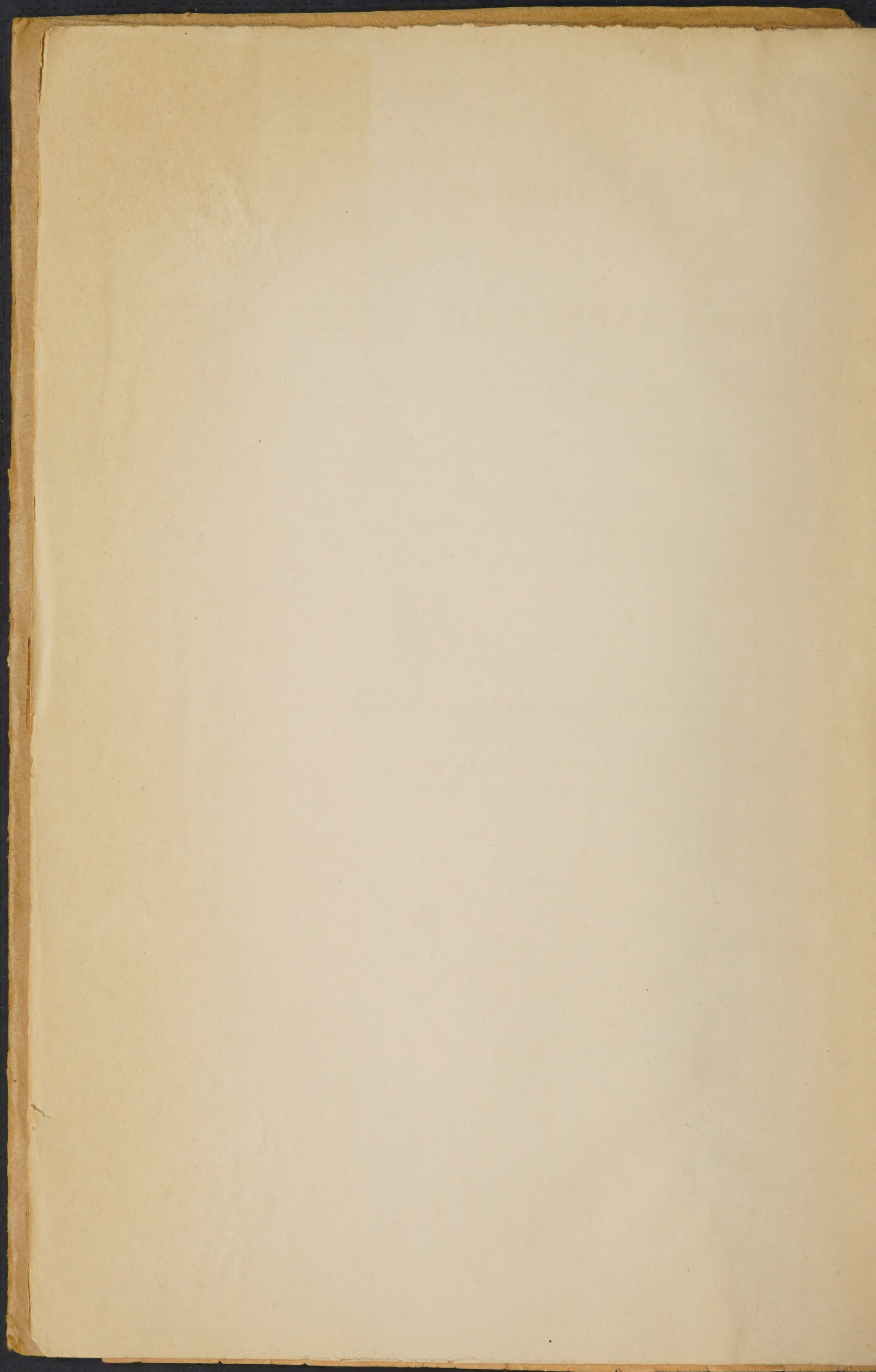
EN AOUT 1906

PUBLIÉ DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES

TOME LXVII, PAGES 361-401

PARIS

1906



ABBÉ E. JARRY
4, Rue des BAUGHES
PARIS-XVI^e

MÉMOIRE
SUR LA CHRONOLOGIE
DES CHARTES DE HENRI II

ROI D'ANGLETERRE ET DUC DE NORMANDIE

PAR

LÉOPOLD DELISLE

MEMBRE DE L'INSTITUT

MÉMOIRE LU A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

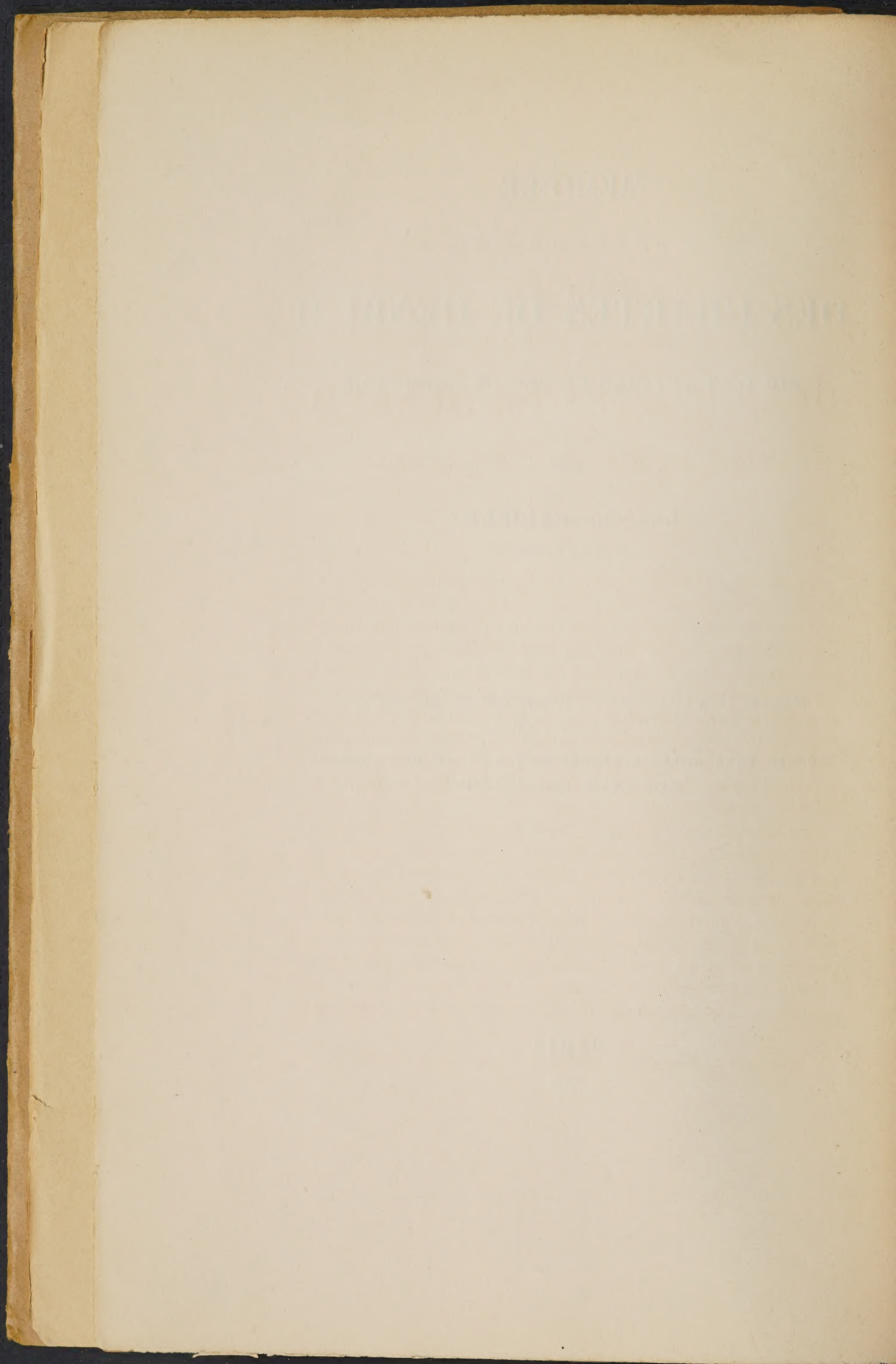
EN AOÛT 1906

PUBLIÉ DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES

TOME LXVII, PAGES 361-401

PARIS

1906



MÉMOIRE

SUR LA CHRONOLOGIE

DES CHARTES DE HENRI II

ROI D'ANGLETERRE ET DUC DE NORMANDIE¹.

On est encore loin d'avoir tiré des documents diplomatiques du moyen âge toutes les informations que les historiens peuvent et doivent leur demander. Beaucoup ne sont pas encore connus, et ceux qui ont vu le jour n'ont pas toujours été imprimés avec le soin que réclament les progrès de la diplomatique, ni critiqués à l'aide d'observations comparatives, qui étaient jadis beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. Aussi la collection de nos anciennes chartes, telle que l'Académie entend la publier et dont nous sommes à la veille de voir paraître les premiers volumes, est-elle appelée à rendre de grands services pour l'étude approfondie de l'histoire du moyen âge.

Les actes des souverains doivent occuper la première place dans le recueil; mais les actes des grands feudataires ne méritent pas moins d'y être compris et traités avec le même soin et la même rigueur que les actes des rois. On ne saurait bien connaître et juger le gouvernement et l'administration de l'ancienne France sans faire entrer en ligne de compte l'état de grandes et riches provinces, dont les chefs, parfois aussi habiles que puissants, reconnaissaient à peine nominalelement la suzeraineté du roi, et gouvernaient et administraient souverainement leurs domaines,

1. Mémoire lu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres en août 1906.

appuyés sur des forces imposantes et secondés par des ministres habiles et clairvoyants.

Les usages suivis dans ces provinces, au temps d'une véritable autonomie, n'ont pas dû disparaître quand ces parties essentielles de la France ont fait retour à la couronne et que l'autorité du roi a pu s'y faire reconnaître. Philippe-Auguste et saint Louis ont compris ce qu'ils feraient gagner à leur royaume en y généralisant des pratiques dont les avantages avaient été constatés pendant une expérience de longues années, sous le gouvernement de princes indépendants.

L'évolution se produisit surtout après la prise de possession des territoires qui avaient appartenu aux Plantagenets. Beaucoup des sujets de Jean sans Terre, dont les principaux intérêts étaient en pays redevenu tout à fait français, se rallièrent sans arrière-pensée à Philippe-Auguste, et plusieurs d'entre eux, qui avaient été élevés à l'école des grands administrateurs anglo-normands, ont pris place parmi les plus utiles et les plus dévoués serviteurs de Philippe-Auguste.

C'est sous le règne de Henri II et sous celui de Richard Cœur de Lion que, en Angleterre et dans les provinces françaises soumises à ces princes, la chancellerie royale, cette cheville ouvrière de l'administration, avait atteint un complet développement, et une absolue régularité, au point de pouvoir soutenir la comparaison avec les habitudes de ponctualité qui caractérisaient, à la même époque, les habitudes de la chancellerie pontificale.

Dès ma première jeunesse, j'avais été frappé du style des chartes de Henri II. J'en avais rencontré un grand nombre quand j'explorais les dépôts de Paris et des départements en vue de travaux projetés sur l'histoire de Normandie. Sous le patronage des maîtres de l'érudition normande, Gerville, Le Prévost, Caumont, Deville et Bonnin, il me fut donné de fouiller, à Saint-Lô, à Caen, à Rouen, à Évreux, presque tous les anciens fonds d'archives ecclésiastiques. Je pus le faire avec une entière liberté, le plus souvent sans l'intervention d'un archiviste, ce qui n'était peut-être pas régulier, mais dont je ne crois pas avoir abusé. C'est ainsi que je me trouvai de très bonne heure en possession d'une abondante collection de chartes de Henri II.

A partir de 1852, mon métier de bibliothécaire me tint longtemps éloigné des dépôts d'archives, sans que mon goût pour la

diplomatique se soit le moins du monde éteint et que j'aie jamais négligé une occasion d'augmenter mon recueil d'actes de Henri II et d'en préparer l'annotation. Quand, après avoir quitté la Bibliothèque, je passai en revue mes papiers, je constatai que les cartons consacrés au règne de Henri II, quoique dépourvus de tout classement, renfermaient les éléments d'un travail déjà assez avancé; j'y trouvais à chaque instant une écriture qui me sera toujours particulièrement chère et dont la vue ranimait mon courage, en me faisant revivre dans un heureux passé. Je n'hésitai pas alors à reprendre des études depuis longtemps interrompues et à examiner les chartes de Henri II avec la rigueur qu'exige l'état actuel de nos connaissances en diplomatique et à profiter des ressources inespérées que la photographie met aujourd'hui à notre disposition.

C'est le premier résultat de ces études que j'ai eu l'honneur de soumettre récemment à l'Académie des inscriptions.

I. LA CHANCELLERIE DE HENRI II. — MULTIPLICITÉ DES ACTES QUI EN SONT SORTIS. — RARETÉ DE CEUX QUI SUBSISTENT.

Henri II a gouverné le duché de Normandie pendant quarante années, de 1149 à 1189, et le royaume d'Angleterre pendant trente-cinq, de 1154 à 1189. Les actes qui, pendant cette longue période, ont été expédiés en son nom, pour l'Angleterre et pour les provinces françaises placées sous sa domination, sont tous rédigés sur le même plan, d'après des formules identiques, arrêtées avec une irréprochable justesse, dans un style simple, précis, correct et remarquablement uniforme, à l'exception d'un petit nombre de pièces auxquelles les officiers royaux ne sont pas seuls à avoir mis la main.

La chancellerie de Henri II devait avoir une organisation analogue à celle qui était déjà en vigueur sous les prédécesseurs de ce roi. Les usages qu'on y suivait s'étaient peu à peu fixés pendant les règnes des premiers rois de la dynastie normande; mais les développements qu'ils reçurent dans la seconde moitié du XII^e siècle et auxquels ne furent point étrangers les chefs de la dynastie des Plantagenets, le comte Geoffroi et l'impératrice

Mathilde, témoignent du degré de perfection qu'avait atteint l'administration anglo-normande, tant elle était fortement centralisée, malgré les sérieux embarras que devaient causer les déplacements continuels de la maison du roi, tantôt en Angleterre, tantôt sur le continent¹.

A cette époque, l'activité de la chancellerie est vraiment admirable. Les actes qui en sont sortis ne nous sont connus que par un nombre très restreint d'exemplaires, que nous ont transmis, en original ou en copie, les archives d'établissements civils ou religieux ou de grandes familles féodales. Cela ne peut pas donner la moindre idée de la somme de travail exécutée par les clercs du roi. A peine avons-nous quelques exemples des brefs ou mandats relatifs à la comptabilité; il a cependant dû exister des milliers et des milliers de pièces de ce genre. Deux exemples d'un seul genre de brefs suffiront pour montrer quelle en était la multiplicité.

En dehors des dépenses ordinaires, les mêmes chaque année, auxquelles les fermiers des domaines royaux et ducaux devaient faire face, il leur était interdit de solder des dépenses accidentelles, même les plus minimales, sans avoir reçu un bref ou mandat spécial, qui indiquait l'objet de la dépense, le nom du créancier et le chiffre de la somme à payer. Les comptables devaient produire ces brefs quand ils faisaient vérifier annuellement leurs comptes par l'Échiquier.

Voici, d'après un Rôle de la Pipe², un extrait du compte que rendit en 1175 le fermier du domaine de Southampton. Il ne produisit pas moins de treize brefs ou mandats, correspondant à une quinzaine de paiements faits presque tous aux maîtres des vais-

1. Pierre de Blois, dans le beau portrait qu'il a tracé de Henri II (*Opera*, éd. Giles, t. I, p. 195, et Thomas Becket, t. VII, p. 572), signale ainsi les perpétuels déplacements de Henri II : « Non enim sicut alii reges in palatio suo jacet, sed per provincias currens explorat facta omnium, illos potissime judicans quos constituit judices aliorum. » — Un premier essai d'Itinéraire de ce roi a été publié en 1867 par William Stubbs comme Appendice à la préface du t. II de l'édition des *Gesta Henrici II*. Un travail beaucoup plus détaillé est celui que le Rev. R. W. Eyton a fait paraître en 1878 sous le titre de : *Court, household and Itinerary of king Henry II* (vol. in-4° de XII et 344 p.). — C'est surtout dans l'Itinéraire de Jean sans Terre, dressé par Thomas Duffus Hardy, en tête des *Rotuli chartarum*, qu'on peut se faire une idée de la vie nomade des premiers Plantagenets.

2. *Roll of the Pipe*, XXI H. II, p. 200.

seaux employés à faire passer les messagers et les gens du roi d'Angleterre en Normandie :

In liberatione esnacche ad transfretandum thesaurum, quem Andreas clericus duxit in Purificatione, 7 l. et 10 s., per breve Ricardi de Luci¹.

Et in custamento thesauri illo itinere et quodam alio, 3 s. et 3 den. Et in liberatione esnacche quando transfretavit in quadragesima contra regem, 7 l. et 10 s., per breve regis.

Et in liberatione navis Willelmi de Baiona, que portavit thesaurum, quem Walterus de Constanciis et Henricus de Aveneio duxerunt ultra mare, 25 sol., per breve Ricardi de Luci. Et eidem Henrico 20 sol. de liberatione sua, per idem breve. Et in custamento ducendi eundem thesaurum de Windresores ad Sudhantonam, 18 d., per idem breve.

Et in liberatione esnacche quando transfretavit cum Mauricio de Creon, 7 l. et 10 s., per breve regis. Et in liberatione in aliarum navium ad opus Willelmi de Humetis et Hamonis Pincerne et Willelmi de Vou, 100 s., per idem breve.

Et pro locando 1 sornet ad significandum regi rumores Anglie, 1 marcam, per breve regis. Et pro 1 navi locanda ad portandum Hamonem de Valoniis et Willelmum de Bosco et Petrum de Lincolnia, 40 sol., per idem breve.

Et in liberatione navis quam Willelmus de Vernun et filius ejus habuerunt, 40 sol., per breve regis.

Et in liberatione navis quam Engelrannus de Humetis habuit, 35 sol., per breve regis.

Et in liberatione navis quam Osbertus de Camera et Johannes Cumin habuerunt, 30 sol., per breve regis.

Et in liberatione navis quam abbas de Reddonis et nuncii Ricardi et Gaufridi, filiorum regis, et Herveus panetarius habuerunt, 25 sol., per breve regis.

Et in liberatione navis et custamento ejus quam Ricardus Ruffus duxit, 25 s. et 9 d., per breve regis.

Et Philippo, armigero regis, 1 marcam, ad pascendum equos regis, per breve regis.

1. Ici, Richard de Lucé joue le rôle de lieutenant du roi ou de vice-roi. Voir Eyton, p. 320, qui l'indique, comme ayant tenu cette place, à plusieurs reprises, de 1169 à 1175.

Et in minutis passagiis, per brevia regis, 4 l. et 3 s.

Et pro IIII miliariis de franca petra ad capellam regis in castro Wintonie, et in custamento ducendi eandem petram ad Wintoniam, 6 l. et 2 s. et 8 d., per breve regis.

La comptabilité des finances du duché de Normandie était organisée d'après les mêmes principes et sur le même plan que celle des finances du royaume d'Angleterre. Aucun paiement n'y était effectué, aucune dépense n'y était allouée au comptable sans avoir donné lieu aux mêmes formalités qu'en Angleterre. Il y avait pour la province le même luxe d'écritures que pour le royaume. La formule *per breve regis* n'est guère moins rare dans le peu qui nous reste des Grands rôles de l'Échiquier normand que dans les Pipe Rolls du royaume. Nous ne possédons pas un seul exemple des milliers de brefs qui ont été ainsi expédiés par le roi, ou au nom du roi, pour le service provincial de la trésorerie. On pourra calculer quel en a été le nombre, en jetant les yeux sur un seul passage du compte rendu en 1180 par le maire de Rouen pour la ferme de la vicomté de Rouen, qui, dès le temps de saint Louis, était appelée la vicomté de l'eau¹. On y voit énumérés vingt-trois paiements mandatés par le roi, avec indication de la nature de chaque dépense².

Bartholomeus major et Hugo Wastel reddunt compotum, pro se et pro tota communia Rothomagi, de 578 l. 13 s. et 4 d. de remanente veteris firme de Rothomago.

Engerranno Portario, ad operationes castri de Bello videre, 230 l., per breve regis.

Theobaldo Diviti, pro vinis ad opus regis, 120 l., per breve regis.

Eidem reddunt compotum de 3,000 l. de nova firma vicecomitatus Rothomagi et modiationis et molendinorum et canardorum et escietarum infra civitatem recuperatarum per juream, etc.

Martino de Hosa, ad operationes castri de Neelfa et Novi castri, 40 l., per breve regis.

1. « Exceptis omnibus aliis que spectant ad vicecomitatum aque Rothomagensis » (*Layettes du Trésor des chartes*, t. IV, p. 49).

2. *Rot. Scacc. Norm.*, t. I, p. 69. — Comparez les comptes rendus en 1195 par Raoul de Cotevart pour la commune de Rouen (*Ibid.*, p. 153) et en 1198 par le maire Mathieu Le Gros, Raoul Groinnet et Raoul de Cailli (*Ibid.*, t. II, p. 303).

In conredio ducis Burgondie et comitis de Bar apud Gisortium, 44 l. et 42 d., per breve regis.

Theobaldo Frogeri, 80 l., pro 40 tonellis vini ad opus regis, per breve regis.

Herberto Trenteinnis, 45 l., pro 42 tonellis vini ad opus regis, per breve regis.

In roba 45 sociorum comitis Teobaldi et in hernesio duorum novorum militum, 280 l. et 20 s., per breve regis.

Pro plumbo quod rex dedit abbati de Clarevalle portando a Rothomago ad Parisius, 43 l. et 45 s., per breve regis.

Pro venatione regis, de Rothomago ad Parisius, 40 l., per breve regis.

Pro 20 baconibus liberatis Willelmo Guernon, ad munitionem castri de Neelfa, 40 l. 40 s. et 4 d., per breve regis.

Pro bolgis et bahurdis et sella summarii et frenis et capistris ad capellam regis, 70 s. et 2 d., per breve regis.

Pro vino ad perimplendum tonellos regis et portandum de Rothomago ad Cadomum, 6 l. et 8 s. et 3 d., per breve regis.

Pro 30 marcatis vasselle quam rex dedit duci Burgondie et comiti de Bar, 79 l. et 7 s., per breve regis.

Pro bolgis et bahurdis et sellis et aliis necessariis ad summarios de camera regis et quadrigis, 44 l. et 3 s., per breve regis.

Pro summario et hernesio ejusdem ad portandum vaissellam regis, 6 l., per breve regis.

Pro quadriga ferrata et batis et bocellis et bahrto et tractis et frenis et capistris ad tres equos ad pincernariam regis, et in conredio Willelmi de Sparsis fontibus et Stephani quadrigarii, 25 l. 45 s. et 9 d., per breve regis.

Pro tribus tonellis vini missis in Leons ad opus regis, 49 l., per breve regis.

Pro presentis regis portandis de Rothomago ad Parisius ad regem Francorum, 4 l., per breve regis.

Comiti Willelmo de Magnevilla, per Seherum Canem et Bodin, ad faciendas liberationes servientibus Flandrie, 440 l., per breve regis.

Ricardo Crasso, pro roba ad opus regis, 47 l. 44 s. et 8 d., per breve regis.

Pro duobus tonellis ad opus regis, 47 l. 44 s. et 8 d., per breve regis.

Pro duobus tonellis vini portandis a Rothomago ad Bonam villam,

32 s., per breve regis. Pro tonellis vini regis apportati de Francia, collocandis in cellario regis, 49 s., per idem breve.

In quietancia vini monacorum de Cantuaria de duobus annis, 32 l. 44 s. et 4 d., per breve regis.

D'après ces exemples, à quel chiffre arriverait-on si on pouvait supputer les dépenses effectuées pendant trente-cinq années dans l'immense étendue des états de Henri II? Encore ne s'agit-il ici que d'une minime partie de la correspondance financière, celle qui a trait à l'ordonnancement des dépenses. A peine avons-nous des exemples de la correspondance militaire, et de celle que nécessitaient les rapports avec les princes étrangers, avec les grands vassaux, avec les officiers préposés à la tenue de la maison du roi, à l'administration des villes, des châteaux, des ports et des forêts, avec les membres du haut clergé et avec les clercs chargés de missions spéciales à l'intérieur des états et dans les pays étrangers.

Nous ne possédons que de rares exemples des conventions ou transactions (*finis*, *finalis concordia*, *finalis conventio*) que les parties faisaient homologuer par des chartes royales et dont le nombre, surtout en Angleterre, ne tarda pas à devenir considérable, parce que ce genre d'homologation fournissait le meilleur moyen d'assurer l'authenticité des actes, et que, d'ailleurs, dans beaucoup de cas, les parties ne pouvaient pas, sans encourir des amendes¹, se dispenser de remplir une formalité qui donnait lieu à de nombreuses écritures : procès-verbaux, ou actes synallagmatiques², copies sur rôle officiel, confirmations sous forme

1. Ricardus Burnulfi reddit compotum de 20 libris quia fecit concordiam de judicio ferri sine assensu justicie. *Rot. Scacc. Norm.*, t. I, p. 26.

De Rogero de Monasteriis 7 l. quia interfuit concordie de morte Simonis Bisel. *Ibid.*, p. 32.

Robertus Canutus reddit compotum de 20 libris pro concordia facta cum fratre suo sine licentia. *Ibid.*, p. 76.

2. Voir un peu plus loin, p. 372, le procès-verbal tiré du Cartulaire de Ramsey. — On considère comme un des plus anciens exemples connus de *finis* celui que je reproduis d'après l'édition de M. Warner dans les *Facsimiles of Royal and ancient charters*, n° 55 :

« Hec est finalis concordia que facta fuit apud Oxeneford, in curia regis, coram Ricardo Giffard et Rogero filio Reinfridi et Johanne de Caerdif, justiciis regis, [ad] proximum festum Apostolorum Petri et Pauli postquam dominus rex cepit liganciam baronum Scocie apud Eboracum (1176), inter canonicos

de chartes royales. S'il nous est parvenu peu de chartes d'homologation, nous possédons beaucoup d'insertions sur les rôles¹ et beaucoup de mentions de sommes inscrites sur les comptes de l'Échiquier anglais² et de l'Échiquier normand³ comme payées par les parties qui avaient conclu des accords, ce qui laisse entrevoir la quantité de chartes expédiées pour l'homologation d'accords.

Que de chartes et de lettres Henri II a fait expédier en faveur des établissements ecclésiastiques, cathédrales ou collégiales, abbayes ou prieurés, hôpitaux ou maladreries, pour leur concéder ou confirmer des domaines, des privilèges et des droits de toute nature! Ce qui nous en est arrivé n'est rien en comparaison de ce qui devrait exister, si les archives de ces établissements avaient été soigneusement constituées et administrées, et si les révolutions, les accidents de tout genre et l'incurie des gardiens n'en avaient

Oseneie et Ingreame et tres filias ejus, scilicet Gundream et Isabellam et Margaretam, de terra de Oxeneford, unde placitum fuerat inter eos in curia regis, scilicet quod Ingreame et tres filie sue prenominate clamaverunt predictis canonicis quietam terram illam in Oxeneford de se et de heredibus suis, pro xx solidis quos canonici illis dederunt, et omne jus quod in eadem terra habebant quietum illis clamaverunt.

« CIROGRAPHVM. »

1. Il faut voir les volumes suivants compris dans la série in-8° des *Publications of the Record Commissioners* :

Rotuli de oblatis et finibus in turri Londinensi asservati, tempore regis Johannis, accurante Thoma Duffus Hardy. 1835. — *Excerpta e rotulis finium* in turri Londinensi asservatis, Henrico III rege, 1216-1272. Cura Caroli Roberts ed. 1835 et 1836. Deux vol. — *Fines sive Pedes finium, sive finales concordiarum* in curia domini regis. 7 Richard I-16 John (1195-1214). Edente Josepho Hunter. Deux vol. — *Rotuli Normanniæ*, vol. I (1835). Le rôle qui occupe les p. 1-22 est consacré aux « fines » de Normandie de l'année 1200-1201.

2. Radulfus filius Rogeri reddit compotum de 20 libris pro conventionem Warneri avunculi sui habenda. *Pip. 14 Hen. II*, p. 85.

Walterus Percehaie reddit compotum de 5 marcis pro concordia duelli de terra. Robertus de Breideshala debet v marcas pro concordia ejusdem duelli. *Ibid.*

Willelmus de Liega reddit compotum de 10 libris pro concordia inter eum et Rogerum de Mueles. Rogerus de Mueles reddit compotum de 100 solidis pro eadem concordia. *Ibid.*, p. 135.

Mauritius de Pola reddit compotum de 40 solidis pro fine duelli versus Robertum Marmiun. *Ibid.*

3. Dans mon exemplaire des *Rotuli Scaccarii Normanniæ* se trouve une table manuscrite renvoyant aux passages où se trouvent les expressions « Concordia combustionis, C. dotis, C. duelli, C. insulti, C. judicii ferri, C. meslee, C. mehaiimi, C. mortis, C. partis, C. proportionis, C. plage, C. roberie, C. terre. »

pas fait disparaître la meilleure partie. Quelques exemples peuvent faire apprécier l'étendue des pertes que de ce chef nous avons à déplorer.

Le rédacteur du Cartulaire de l'église de Bayeux a pu faire entrer dans son recueil plus de vingt chartes accordées à cette église par Henri II. Les cathédrales voisines n'ont pas dû en recevoir un moindre nombre. Or, pour Coutances, nous en connaissons trois. Il n'y en a aucune ni pour Lisieux, ni pour Avranches, ni pour Séez.

Nous n'avons pas de constatations plus satisfaisantes à présenter sur les archives monastiques. Si pour l'abbaye de Montebourg, établissement d'une importance secondaire, nous possédons seize chartes de Henri II, les plus grandes et les plus fameuses abbayes de Normandie ne fournissent qu'un nombre insignifiant de chartes émanées de ce roi : quatre à Jumièges, trois à Saint-Wandrille, deux à Saint-Ouen de Rouen. C'est seulement par quelques unités que sont représentées les chartes de vassaux ecclésiastiques ou laïques, de favoris, d'officiers et de simples clercs, qui recevaient des terres ou des pensions comme récompenses de leurs services.

Au cours de recherches poursuivies pendant près de soixante années, je suis parvenu à recueillir un peu plus de 570 pièces concernant les rapports de Henri II avec la France, la plupart relatives au gouvernement et à l'administration de la Normandie et de l'Anjou. Je n'estime guère à plus de 1,500 le nombre de celles qui se rapportent à l'Angleterre. Ce ne doit pas être la centième partie des chartes qui ont été expédiées au nom de Henri II¹.

Quant au nombre des actes qui sont parvenus en original, je ne puis parler que de ceux qui rentrent dans le cadre de mon recueil et que, sauf de rares exceptions, j'ai tous vus une première fois de 1847 à 1852, et revus ou fait photographier pendant ces deux dernières années. Le nombre s'en élève à environ cent trente, y compris plusieurs pièces, sur lesquelles il n'y a point

1. Le nombre des pièces analysées par le Rev. Eyton ne doit guère dépasser 400; il y en a environ 130 qui figurent dans mon recueil et que le savant anglais a connues par les copies que Deville et Léchaudé d'Anisy envoyèrent, il y a une cinquantaine d'années, à l'ancienne Commission des Archives. J'ai compté un peu plus de 140 chartes du roi Henri II dans le *Calendar* de M. Horace Round.

traces de sceau et qui sont peut-être simplement des copies contemporaines; j'en connais :

- 13 aux Archives nationales;
- 5 à la Bibliothèque nationale;
- 29 aux archives de la Manche;
- 26 aux archives de la Seine-Inférieure;
- 24 aux archives du Calvados;
- 8 aux archives de l'Eure;
- 4 aux archives de l'Orne;
- 1 aux archives de Seine-et-Oise;
- 1 aux archives de l'Aube;
- 1 aux archives d'Indre-et-Loire;
- 13 aux archives de Maine-et-Loire;
- 1 à la bibliothèque d'Angers;
- 1 aux archives municipales de Saint-Omer;
- 10 dans des collections particulières.

Le recueil, tel que je l'ai formé, donnera lieu à des rapprochements et des comparaisons qui pourront jeter quelque lumière sur divers points de notre histoire administrative au temps de Philippe-Auguste.

II. ABSENCE DE TOUTE DATE CHRONOLOGIQUE DANS LES ACTES DE HENRI II.

Quand on veut étudier les actes d'un souverain, il faut, dans la limite du possible, les disposer suivant l'ordre chronologique. C'est le seul moyen de les présenter sous leur véritable jour, d'en comprendre la portée et d'en tirer tous les renseignements qu'on peut leur demander pour l'histoire du règne et pour la connaissance du jeu des institutions. Mais celui qui s'attaque aux actes de Henri II est tout d'abord arrêté par un obstacle qui au premier abord paraît à peu près insurmontable. Tous ces actes, à fort peu d'exceptions près, sont absolument dépourvus d'indications chronologiques. C'est là un fait aussi facile à constater que difficile à expliquer. Rien n'est plus étonnant qu'une omission de ce genre dans une chancellerie aussi bien organisée que celle de Henri II. Toutes les pièces qui en sortaient, les plus solennelles, celles qui conféraient de grands privilèges, celles qui réglaient à perpétuité les rapports du souverain avec ses sujets et garantissaient la jouissance de droits de toute nature, les chartes, les

lettres patentes, les moindres brefs, prescrivant à bref délai et d'urgence l'exécution d'une mesure administrative, tout était expédié sans porter aucune indication chronologique. Ainsi l'exigeait le protocole. Je puis citer une particularité qui montre avec quel soin les clercs de la chancellerie évitaient de mettre une date sur une charte royale.

Rien n'est plus commun dans les procédures anglo-normandes du ^{xii}^e siècle que les accords ou transactions (*finēs*) conclus à la cour du roi pour mettre fin à des débats judiciaires souvent fort compliqués¹. De là des procès-verbaux, ou actes synallagmatiques, des transcriptions sur rôles, et des homologations par chartes royales.

Le Cartulaire de l'abbaye de Ramsey², pour une même affaire, nous a conservé le procès-verbal et l'homologation par charte royale de l'accord final (*finalis conventio*) conclu l'an 33 du règne de Henri II (1187-1188), dans la cour du roi à Clarendon, au sujet d'une terre qui avait donné lieu à un procès entre l'abbaye de Ramsey et Geoffroi Pécché.

Voici le procès-verbal en regard de l'homologation :

PROCÈS-VERBAL.

Hec est finalis conventio facta in curia domini regis apud Clarendone, anno tricesimo tertio regni regis Henrici secundi, coram domino rege et Johanne, filio ejus, et Randulpho de Glanville et Huberto, decano Eboracensi, et Radulpho, archidiacono Herefordie, et Roberto de Witefeld et Rogero filio Reinfrici, et Roberto de Englisham, archidiacono Glocestriensi, et Jocelino, archidiacono Cicestrensi, et magistro Thoma de Busseburne, et Michaele Belet, et aliis baronibus et fidelibus domini regis, qui tunc ibi presentes erant, inter Robertum, abbatem Ramesien-

CONFIRMATION DU ROI.

Henricus, Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, archiepiscopis, episcopis et abbatibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus et omnibus ministris et fidelibus suis, salutem. Sciatis me concessisse et presenti carta mea confirmasse conventionem factam inter Robertum abbatem Ramesiensem, et ejusdem loci conventum, et Galfridum Pecché, de tota terra quam idem Galfridus tenuit in villa de Oure, de predicto abbate et conventu, unde placitum fuit inter eos in curia mea, scilicet quod predictus abbas et conventus Ramesie

1. Voir un peu plus haut, p. 368.

2. *Chartulary of the ancient benedictine Abbey of Ramsey*, t. I, p. 121 et 122.

sem, et ejusdem loci conventum, et Gaufridum Pecché, de tota terra quam ipse Gaufridus tenuit in villa de Oura de predicto abbate et conventu, et unde placitum fuit inter eos in curia regis, scilicet quod predictus abbas et conventus concesserunt eidem Gaufrido totam terram illam de Oure, cum piscariis et aliis pertinentiis suis, tenendam de eo et de ejusdem conventu, tota vita sua, pro septem libris annuatim inde reddendis ad hos terminos, ad Pascha septuaginta solidis et ad festum sancti Michaelis septuaginta solidis, ita quod, post mortem ipsius Gaufridi, redibit tota terra illa, cum piscariis et aliis pertinentiis suis, ad dominium ipsius abbatis Ramesiensis et ejusdem loci conventus, sine ullo retenemento et reclamazione heredum ipsius Gaufridi et heredum Hamonis Pecché. Juravit etiam idem Gaufridus quod nulum queret ingenium vel artem, unde predictus abbas et ejusdem loci conventus aliquid de predicta terra vel piscariis vel aliis pertinentiis suis amittant.

concesserunt predicto Galfrido predictam terram de Oure, cum piscariis et aliis pertinentiis suis, tenendam de eis tota vita sua, pro septem libris annuatim inde eis reddendis, scilicet ad Pascha septuaginta solidis et ad festum sancti Michaelis septuaginta solidis, ita quod post mortem ipsius Gaufridi redibit predicta terra de Oure, cum omnibus pertinentiis suis, in dominium abbatis et conventus Ramesie, sine ullo retenemento et reclamazione heredum ipsius Galfridi et posterorum Hamonis Pecché. Et ipse Galfridus juravit in curia mea apud Clarendone *quod non vastabit terram illam, nec in virgultis nec in edificiis nec in aliis pertinentiis suis, ea occasione quod terra illa redibit ad presatum abbatem et conventum post mortem suam, et quod non queret artem nec ingenium per quod abbas ille et conventus aliquid de terra illa vel de pertinentiis suis amittant, quia audiui coram me, per cartam regis Henrici, avi mei, quod exitus illius terre debet poni in operatione illius ecclesie Ramesie, et in elemosinis ejusdem ecclesie.*

Quare volo et firmiter precipio quod hec conventio inter eos facta firma et stabilis permaneat.

Testibus : Johanne filio meo, Ranulfo de Glanville, Huberto decano Eboracensi, Rogero filio Reynfrici, Hugone de Morwic, Hugone Bardolfi, dapiferis. Apud Clarendone.

On voit que le texte de la charte confirmative, sauf quelques lignes du commencement et de la fin, est identique au texte du procès-verbal. La seule différence, c'est que la date de 1187 consignée dans le procès-verbal est tout à fait omise dans la charte d'homologation. Ainsi, le clerc qui a expédié cette charte avait sous les yeux le procès-verbal; il l'a transcrit mot pour mot, se bornant à mettre à la fin de la charte les noms des témoins qui étaient en tête du procès-verbal, et à supprimer la date *Anno tricesimo tertio regni regis Henrici secundi*, par laquelle débute le procès-verbal. Le greffier de la cour avait bien eu soin de consigner la date sur le procès-verbal de la transaction, mais le notaire de la chancellerie se garda de reproduire la date sur la charte exécutoire, qui devait être remise à la partie intéressée, en même temps que le procès-verbal.

III. INDICE CHRONOLOGIQUE FOURNI PAR LA FORMULE DE SUSCRIPTION.

Ainsi, les chartes de Henri II sont dépourvues de dates chronologiques; mais les noms des témoins, souvent nombreux, qui étaient à la cour près du roi quand l'ordre était donné d'expédier les chartes, y sont soigneusement énumérés suivant un ordre hiérarchique, de sorte que ces noms peuvent servir et ont souvent servi à déterminer les limites de la période au cours de laquelle une charte a été dressée. J'aurai à revenir sur l'usage qui peut être fait de ces listes, concurremment avec les dates de lieu et plusieurs autres particularités, pour fixer l'époque à laquelle doit être rapportée l'expédition des chartes. Mais je dois commencer par présenter une observation qui s'applique à toutes les chartes de Henri II, et qui fournit un élément de classement chronologique d'une rigueur absolue, dont on ne paraît pas avoir jusqu'ici soupçonné la valeur.

Personne ne peut avoir lu un certain nombre de chartes de Henri II sans avoir remarqué que dans les unes il s'appelle *Henricus rex Anglorum*, et dans les autres *Henricus Dei gratia rex Anglorum*.

J'ai toujours été étonné de voir ainsi désigner officiellement le même souverain de deux manières différentes; mais c'est seulement dans ces derniers temps que j'ai été amené à rechercher la

cause de cette singularité, persuadé qu'en pareille matière une telle fluctuation ne devait pas s'être produite accidentellement dans une chancellerie aussi bien organisée que celle de Henri II. J'ai assez vite reconnu que cette dualité dans la façon de qualifier l'auteur des chartes, quand elles émanent d'un souverain tel que Henri II, ne pouvait s'expliquer ni par l'emploi de formules spéciales dans le corps des chartes, ni par des différences dans la manière de sceller, ni par le rang des destinataires ou des bénéficiaires dans la hiérarchie ecclésiastique ou féodale, ni par la nature des sujets auxquels les documents se rapportent. Qu'il s'agisse de traités, de privilèges, de sauvegardes, de concessions perpétuelles ou viagères, de confirmations ou d'homologations, de décharges, de mandements ou brefs administratifs ou judiciaires, et même de lettres missives, nous voyons que dans tous les documents pouvant être rattachés à chacune de ces nombreuses catégories, les clercs de la chancellerie font indifféremment parler *Henricus rex Anglorum*, et *Henricus Dei gratia rex Anglorum*. En veut-on un exemple? Voici deux lettres de sauvegarde, accordées à la même abbaye¹, rédigées dans des termes à peu près identiques et qui sont écrites, l'une au nom de *Henricus rex Anglorum*, l'autre au nom de *Henricus Dei gratia rex Anglorum* :

H. rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, justiciis et ministris suis, Anglie et Normannie, salutem. Sciatis quod abbatia de Monte burgi et omnes res ei pertinentes in manu et protectione mea sunt. Et precipio vobis quod faciatis ei habere juste et plenarie et quiete et honorifice omnes libertates et consuetudines suas quas habuit tempore regis Henrici avi mei, sicut carta ejusdem regis Henrici testatur.

H. Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, Willelmo de Curceo et omnibus baillivis suis Normannie, salutem. Sciatis quod abbatia de Monteborc et monachi et omnes res et possessiones eorum sunt in mea custodia et protectione. Et ideo volo et precipio quod predictam abbatiam et monachos et omnes res ad ipsos pertinentes manu teneatis et protegatis, neque de aliquo tenemento quod tenuerint,

1. Cartulaire de Montebourg, chartes 23 et 25.

Teste Willelmo filio Hamonis.
Apud Wintoniam.

quando ultimo transfretavi, ponantur in placitum quandiu ero in Anglia, nisi per preceptum meum. Et si quis eis forisfacere presumpserit, plenariam inde justiciam eis sine dilatione exhibeatis. Teste Alveredo de Sancto Martino. Apud Cesaris burgum.

Ce n'est donc ni la forme ni le sujet de la charte qui déterminait le choix de l'une ou de l'autre des formules dont il s'agit, et l'état de la question, tel qu'on l'a envisagé jusqu'à présent, a été assez exactement défini par Giry, quand il a dit que le titre attribué à Henri II dans la suscription des chartes de ce prince était : *Henricus rex Angl. et dux Norm. et Aquit. et comes Andeg.*, et que la formule *Dei gratia* s'y rencontrait « accidentellement¹ ». Pour être tout à fait dans le vrai, il aurait dû dire que la formule *Dei gratia* se rencontre dans la suscription, non pas *accidentellement*, mais *fréquemment*, puisque le nombre des chartes à la formule *Henricus Dei gratia rex*... doit être à peu près égal au nombre des chartes où elle fait défaut. Mon recueil contient environ 280 chartes qui contiennent la formule *Henricus rex*, et 260 la formule *Henricus Dei gratia rex*.

Il faut donc renoncer à découvrir la cause de l'emploi de chacune des deux formules dans la forme ou le sujet des chartes. C'est d'un autre côté qu'il faut chercher la solution du problème. Thomas Duffus Hardy ne l'a-t-il pas fait entrevoir dans l'Introduction aux Rôles des chartes de Jean sans Terre, publiée en 1837²?

Après avoir dit que Henri II, dans la suscription de ses chartes, se qualifiait *Henricus rex Angl. et dux Norm. et Aquit. et comes Andeg.*, il prévient le lecteur que ce roi, sur la fin de son règne, ajoutait la formule *Dei gratia*, de manière à faire commencer la pièce par ces mots : *Henricus Dei gratia rex Angl. et dux Norm. et Aquit. et comes Andeg.* Cette remarque a été répétée en 1838 par sir Harris Nicolas³.

1. « La formule *Dei gratia* se rencontre déjà, mais accidentellement, sous Henri II et ses prédécesseurs. » *Manuel de diplomatie*, p. 796.

2. *Rotuli chartarum in Turri Londinensi asservati*, vol. I, p. XVI.

3. *The Chronology of history*, p. 368.

La voie était ouverte : j'y suis entré et je crois qu'elle m'a conduit à un résultat dont personne, je l'espère, ne pourra contester l'exactitude. On va voir comment j'ai été amené à poser cette double règle de critique :

Les actes de Henri II qui commencent par les mots HENRICUS REX ANGLORUM appartiennent aux dix-huit premières années du règne de ce prince (1155-1172).

Les actes dont les premiers mots sont HENRICUS DEI GRATIA REX ANGLORUM ont été rédigés pendant les dix-sept dernières années du règne (1173-1189).

Le changement de style s'est effectué après le mois de mai 1172 ou au commencement de l'année 1173.

Pour justifier ces propositions, il faut entrer dans des détails dont la longueur est justifiée par la nécessité d'établir sur une base inébranlable la chronologie des actes d'un règne qui intéresse également l'histoire de France et celle d'Angleterre.

IV. CHANGEMENT DU PROTOCOLE DE LA CHANCELLERIE AU MILIEU DU RÈGNE.

On vient de voir que, suivant Thomas Duffus Hardy, la formule *Henricus Dei gratia rex* se rencontre dans des actes de Henri II expédiés sur la fin du règne. Il faut vérifier jusqu'à quel point l'assertion est juste, et rechercher à quel moment s'introduisit cette formule. Fut-elle employée concurremment avec l'autre formule *Henricus rex*, ou bien fut-elle, à une date déterminée, officiellement et absolument substituée à la première? J'ai cru pouvoir résoudre le problème en mettant à part un certain nombre de pièces, à l'expédition desquelles ont pris part, comme témoins, des personnages dont les historiens, d'accord en cela avec des documents diplomatiques, nous ont annoncé la date de la mort ou de la retraite, ou bien celle de l'appel à une fonction, ou de la promotion à une dignité. Nous devons apprendre ainsi quel était le protocole suivi à une époque nettement déterminée.

J'ai formé un premier groupe de chartes dans lesquelles figurent, presque toujours à titre de témoins ou de destinataires, trois personnages qui ont brillé aux premiers rangs de la cour de Henri II uniquement pendant les huit premières années du règne : Robert du Neubourg, sénéchal de Normandie, Thibaud, arche-

vêque de Cantorbéry, Thomas Becket, chancelier du roi, qui succéda à Thibaud, sur le siège de Cantorbéry, et Philippe d'Harcourt, évêque de Bayeux.

1° *Robert du Neubourg*, sénéchal de Normandie, mourut le 30 août 1159 dans l'abbaye du Bec, où il s'était retiré un mois avant sa mort. Les chartes dans lesquelles il intervient sont au nombre de trente-huit.

Le nom de Thibaud, archevêque de Cantorbéry, mort en avril 1161, se trouve dans huit chartes.

Celui du chancelier Becket revient dans soixante-dix-sept; toutes sont antérieures à l'année 1161, date à laquelle il passa en Angleterre, éloigné de la cour du roi, qui resta en France jusqu'au mois de janvier 1163. Thomas Becket cumulait la dignité d'archidiacre avec la charge de chancelier. Il dut abandonner ce double titre en 1162, lorsqu'il fut élevé sur le siège archiépiscopal de Cantorbéry.

Quant à Philippe d'Harcourt, évêque de Bayeux, mort en 1163, j'ai relevé son nom dans trente-cinq chartes.

Voilà, défalcation faite des doubles emplois, cent onze chartes de Henri II qui sont incontestablement des huit premières années du règne. J'ai cru devoir en retirer treize, pour des raisons qui seront exposées quelques lignes plus loin. Restent quatre-vingt-dix-huit pièces, dont chacune débute par les mots HENRICUS REX ANGLORUM. De là il faut conclure que telle était la formule officielle et protocolaire employée à la chancellerie royale au commencement du règne.

Deux motifs m'ont déterminé à laisser de côté treize chartes du groupe dont la formule initiale est ainsi conçue : HENRICUS DEI GRATIA REX.

Huit de ces chartes¹ ne sont connues que par des copies plus ou moins modernes, dans lesquelles les mots *Dei gratia* ont bien

1. En voici la liste, avec les n° que les pièces portent dans mon recueil :

24. Charte pour les abbayes de Sablonceaux et de Fontaine-le-Comte. — Vidimus de 1320. C'est, d'ailleurs, probablement le texte primitif, rédigé à Bordeaux, qui s'éloigne en plusieurs endroits des habitudes suivies à la chancellerie royale.

44. Charte pour l'établissement, dans l'île d'Erm, de chanoines appartenant à l'abbaye du Vœu à Cherbourg. — Acte inséré dans le procès-verbal d'une enquête faite en 1309.

60. Charte pour l'abbaye de Saint-Évroul. — Texte abrégé dans les *Cartæ antiquæ* du Record Office.

pu s'intercaler indûment sous la plume de scribes entraînés par l'habitude de les faire toujours précéder le mot REX.

Les cinq autres chartes¹, dont je ne tiens pas compte ici, nous sont parvenues sous la forme primitive, et je n'en conteste pas ici l'authenticité; mais elles appartiennent à une catégorie particulière dont je m'occuperai dans un chapitre spécial : les chartes royales qui ont été rédigées et expédiées exceptionnellement, en dehors des bureaux de la chancellerie, le plus souvent pendant les déplacements de la cour, en l'absence des clercs habituels. Par ce motif, je me crois autorisé à les laisser pour le moment de côté; elles ne m'empêcheront pas d'avancer que l'unanimité des chartes de mon recueil suffit pour prouver que, dans les huit premières années du règne, Henri I^{er} prenait dans ses chartes le titre de *Henricus rex Anglorum*.

Afin de contrôler les résultats obtenus sur les chartes normandes, j'ai examiné les chartes de Henri II expédiées du temps du chancelier Thomas Becket, qui sont disséminées dans les huit volumes in-folio du *Monasticon anglicanum*². Il n'y en a pas

68. Charte pour l'abbaye de La Chaise-Dieu. — Copie moderne, d'après un vidimus de 1279.

97. Charte pour l'abbaye du Vœu. — Vidimus de 1396.

98. Charte pour l'abbaye de Montierneuf. — Vidimus de 1305. La rédaction est tout à fait étrangère aux habitudes de la chancellerie royale.

99. Charte pour l'abbaye de Saint-Julien de Tours. — Vidimus de l'année 1295 et confirmation du roi Philippe de Valois en 1330. Texte tout à fait en dehors des règles de la chancellerie.

123. Charte pour l'abbaye de Foucarmont. — Cartulaire de Foucarmont, fol. 35 v°. Ce Cartulaire, d'une exécution matérielle très soignée, n'est pas toujours correct. La copie de la charte, qui porte indûment la formule *Henricus Dei gratia rex*, contient une autre faute : *T. canonico* au lieu de *T. cancellario*; il y avait sur la pièce originale *T. canc.*

1. Ce sont les pièces suivantes de mon recueil :

6 et 7. Chartes de l'abbaye de Fécamp.

30 et 74. Chartes de l'abbaye de Savigni.

58. Charte du prieuré du Plessis.

2. L'insuffisance de la table du *Monasticon anglicanum* me détermine à insérer ici la place occupée dans l'ouvrage anglais par les chartes de Henri II que Thomas Becket a souscrites :

T. I, p. 391, 432.

T. III, p. 20, n°s XXXVIII et XL, 41, 88, 459, 548.

T. IV, p. 17, 538, 623.

T. V, p. 101, 150, 179, 385, 447, 479, 535.

T. VI, part. I, p. 93, 116, 157, 166, 189, 286, 446, 467, 470.

T. VI, part. II, p. 639, 938, 1004.

T. VI, part. III, p. 1276, n°s LIV, LV, LVI, LVII, LX, LXIII, 1296.

moins de trente-sept. Trois seulement sont rédigées au nom de *Henricus Dei gratia rex Anglorum*. Toutes les autres sont au nom de *Henricus rex Anglorum*. On peut ne pas tenir compte des trois actes qui commencent par la formule *Dei gratia rex*, car ils sont fournis par des copies relativement modernes.

Tenons donc pour établi qu'au commencement du règne de Henri II la formule initiale des actes royaux était *Henricus rex Anglorum*.

Voyons maintenant quel était l'usage suivi à la fin du règne, et examinons les chartes au bas desquelles ont été inscrits les noms de fonctionnaires dont l'entrée en exercice est postérieure à 1177. J'en ai choisi quatre, dont la notoriété ne laisse rien à désirer, et je n'ai pris que des textes où le nom est suivi de la désignation de la fonction. Ce sont :

Guillaume Fils de Raoul, sénéchal de Normandie, à partir de 1177.

Guillaume du Hommet, connétable de Normandie, à partir de 1179.

Jean, fils de Luc, évêque d'Évreux, à partir de 1181.

Gautier de Coutances, évêque de Lincoln en 1183, et depuis 1185 archevêque de Rouen.

Le premier de ces personnages m'a fourni 26 exemples, le deuxième 32, le troisième 12, et le dernier également 12, soit un total de 92, que, par suite de doubles emplois, il faut ramener à 68.

Toutes les chartes de ce groupe, qui appartiennent aux douze dernières années du règne (1178-1189), nous offrent sans exception la formule *Dei gratia rex*. Il est donc certain qu'à la fin du règne la formule protocolaire était *Henricus Dei gratia rex*, tandis qu'au commencement (1154-1163) elle avait été *Henricus rex*.

Les observations que j'ai faites sur la période intermédiaire (1163-1178) m'ont amené à couper cette période en deux sections à peu près égales.

A la première section, j'ai rattaché une trentaine de chartes portant le nom de Geoffroi Ridet, qualifié tantôt de chancelier, tantôt d'archidiacre de Cantorbéry; il avait succédé en 1162 comme chancelier à Thomas Becket, et il fut promu à la dignité d'évêque d'Ély en 1173. J'y ai joint les chartes dans lesquelles Rotrou du Neubourg intervient avec le titre d'évêque d'Évreux, titre qu'il échangea en 1165 contre celui d'archevêque de Rouen.

Toutes ces chartes¹ contiennent, comme celles de la période précédente, la formule *Henricus rex Anglorum*. Il serait donc inutile d'objecter que plusieurs sont peut-être antérieures à 1162; ce qui est certain, c'est qu'aucune n'est postérieure à 1173, de sorte qu'elles forment avec les quatre-vingt-quatorze chartes ci-dessus énumérées un bloc homogène attestant que la formule HENRICUS REX ANGLORUM a été en usage depuis l'avènement de Henri II jusqu'en 1173.

Il ne reste plus en souffrance qu'une assez courte période, commençant en 1173 (peut-être aux derniers mois de 1172) et se prolongeant jusqu'en 1178. Le point initial doit être la date de la nomination du chancelier Raoul de Warneville, qui précéda ou suivit de très près l'élection de Geoffroi Ridet à la dignité d'évêque d'Ély, au mois de mai 1173. Raoul de Warneville conserva les fonctions de chancelier jusqu'en 1182, date de sa nomination aux fonctions d'évêque de Lisieux². Les six chartes qui le mentionnent sans lui donner le titre d'évêque contiennent toutes, à l'exception d'une seule³, la formule HENRICUS DEI GRATIA REX. Elles s'ajoutent donc aux quatre-vingt-douze chartes indiquées un peu plus haut comme appartenant aux douze dernières années du règne.

Si on trouvait que le nombre de six est insuffisant pour apprécier l'usage suivi à la chancellerie depuis 1173 jusqu'en 1178, je ferais observer qu'il faut le grossir d'une vingtaine d'unités⁴, parce que, en bonne justice, il faut faire entrer en ligne de compte une trentaine de chartes qui débutent par les mots HENRICUS DEI GRATIA REX et dont la plupart, sinon toutes, appartiennent aux dernières années de la vie de Richard du Hommet, connétable de Normandie, mort en 1178.

Je considère donc comme mathématiquement démontré qu'à la chancellerie de Henri II les chartes royales ont été expédiées : de 1154 à 1173, au nom de HENRICUS REX ANGLORUM, et depuis 1173, au nom de HENRICUS DEI GRATIA REX ANGLORUM.

1. La charte n° 297^A fait seule exception; on verra un peu plus loin que cette anomalie apparente confirme la règle que j'ai cru pouvoir poser.

2. Le temps que dura l'exercice des chanceliers Geoffroi Ridet et Raoul de Warneville sera fixé dans un chapitre relatif à l'histoire des chanceliers.

3. Cette charte (n° 417) est insérée dans le Cartulaire de Saint-Georges. L'omission des mots *Dei gratia* n'est pas la seule faute que le copiste ait commise : il a appelé le chancelier *Robertus de Warnevilla* au lieu de *Radulfus de Warnevilla*.

4. N° 307, 308, 313, 317, 325, 327, 328, 335, 337, 338, 347, 348, 350, 354, 358, 359, 360, 362, 365, 366.

V. LA DATE DU CHANGEMENT DU PROTOCOLE FIXÉE ENTRE
MAI 1172 ET MAI 1173.

Le changement du titre officiel d'un des plus puissants souverains de l'Europe au ^{xii}^e siècle est à coup sûr un événement mémorable, et nous sommes en droit de nous étonner qu'aucun historien du temps, ni aucun historien moderne, n'ait cru devoir le signaler. Mais ce qui est le plus étonnant, c'est que la formule *Henricus Dei gratia rex* n'ait pas été employée dans les suscriptions des actes de Henri II dès le commencement du règne. Cette formule est, en effet, celle qui a été gravée sur tous les sceaux dont Henri II s'est servi depuis son avènement au trône jusqu'à sa mort¹.

Plus une telle particularité est extraordinaire, plus il importe de fixer aussi rigoureusement que possible à quelle date le changement de protocole s'est opéré, et c'est afin d'y parvenir que j'ai cru devoir soumettre à un examen tout spécial une charte de Richard de Bohon, évêque de Coutances, pour le prieuré de Bohon, et six chartes de Henri II dans lesquelles interviennent Raimond, comte de Toulouse, et deux des principaux ministres du roi, Richard d'Ilchester et Geoffroi Ridel, personnages dont la carrière fut aussi brillante à la Cour que dans l'Eglise, comme l'a très heureusement dit un contemporain : Raoul de Dicet² : « Sicut in palatio regis fuere primi, precellentes, precipui, sic in Ecclesia levitici ordinis sorte pariter insigniti. »

Prenons ces sept chartes en suivant l'ordre chronologique :

1. *Charte de Richard de Bohon, évêque de Coutances,
pour le prieuré de Bohon.*

Dilectis in Christo sancte matris Ecclesie fidelibus universis ad quos presentes littere pervenerint, Ricardus, Dei gratia Constantiensis episcopus, in Domino salutem. Notum vobis facimus quod Engerramus de Campo rotundo contendebat adversus dominum suum Engelgerum de Bohun et calumpniabatur pro ecclesia de Capella, quam idem Engelgerus prioratui suo monachorum de Bohun dederat, et Engerramus dicebat suam esse et de presentatione sua et de feudo

1. La question des sceaux de Henri II sera examinée dans un chapitre spécial.

2. T. I, p. 395.

suo quod tenebat de eo in Capella. Tandem, per amicos et prolocutores, coram nobis compositum est amicabiliter inter eos in hunc modum. Engerramus donationem hanc concessit, ipse et uxor sua cum qua feudum illud acceperat, et filii eorum Willelmus primogenitus et Gaufridus clericus, et super sanctum evangelium unusquisque eorum confirmavit in perpetuum, et calumpniam omnem inde propositam abjuravit, nulla re alia sibi aut posteris suis inde retenta, nisi quod, ex presentatione venerabilis filii nostri Roberti, tunc prioris monachorum de Bohun, et assensu sui capituli, donavimus prescriptam ecclesiam cum pertinentiis suis omnibus in perpetuam elemosinam predicto clerico nostro Gaufrido, filio Engerrami, tenendam de illo priore et successoribus ejus integraliter liberam et quietam, per xv quarteria frumenti ad mensuram ville de Capella, annuatim reddendis in festo sancti Michaelis, et coram eis juravit ei fidelitatem et annuam istam pensionem, et post decessum ejusdem Gaufridi, quocunque decesserit a seculo, sive morte vel mutatione habitus in religionem, vel si fuerit convictus aut confessus alicujus criminis (quod absit), tota ecclesia illa redeat in proprietatem monachorum de Bohun, salvo jure Constantiensis ecclesie, et consuetudinibus episcopalibus. Ipse etiam Engelgerus sepedictam ecclesiam quietavit et liberam reddidit, in presentia nostra, de auxilio regis et suo, in quibus computabatur pro xxx acris terre. Testibus Petro, abbate Exaqui; Willelmo, abbate Sancti Laudi; Alveredo cantore; Savario, Willelmo, Ricardo, Roberto, archidiaconis; Willelmo archidiaconi filio, Roberto de Sancto Laudo, Petro, Ranulfo, Roberto de Piro, Gilleberto et Willelmo fratribus, magistro Thoma, Willelmo filio decani, Rogero, canonicis nostris; cum priore Walkelino Thoma monachis suis; Alano clerico de Magnevilla; Willelmo de Port, capellano monachorum, Willelmo Geron, Roberto Salsart, Ricardo Ferrant, Willelmo Pilie; de laicis: Ingelgero, Thoma et Ricardo de Groceio, fratribus; Radulfo de Bohun; Jordano de Maisnillo Am[ato]; Hugone de Burgo; Pagano et Hugone Carbonellis; Radulfo de Sancta Maria, Gaufrido de Sancto Georgio, Hugone Maleherbe; cum Engerramo de Campo Rotundo; fratribus suis, Henrico, Willelmo; Ricardo et Willelmo de Mosteros, Rogero de Monasteriis, Roberto de La Vigne, Thoma de Bricavilla, Ricardo de Maisnildo et aliis multis.

Actum est hoc anno ab incarnatione Domini M. C. LXXII, vi idus martii, Constanciis, in capitulo, sub regibus nobilissimis nostris patre et filio Henrico utroque, patre pacificante Yberniam, filio existente in Normannia, nostroque et capituli nostri sigillo confirmatum.

L'acte a été passé, dans la cathédrale de Coutances, « l'an de l'incarnation 1172, le 6 des ides de mars, sous le règne des deux très illustres rois Henri, le père et le fils, alors que le père pacifiait l'Irlande et que le second résidait en Normandie ». Ainsi s'exprime le rédacteur de l'acte. La charte est donc du 10 mars 1172, et je puis ajouter que c'est bien le 10 mars de l'année 1172, suivant notre manière de compter ; les Anglo-Normands faisaient alors généralement commencer l'année à la fête de Noël.

Qu'il s'agisse bien ici de l'année que nous comptons 1172, c'est ce qui est surabondamment établi par le synchronisme que le rédacteur du document a pris soin de noter. Au mois de mars de l'année 1172, le roi Henri II était bien occupé à pacifier l'Irlande, suivant l'expression de l'auteur de la charte¹. Nous savons que le 17 avril 1172 il quitta cette île, où il était arrivé six mois auparavant, et qu'il débarqua le même jour à Portfinnan en Angleterre. Nous savons aussi que, comme l'indique la charte, le jeune roi Henri était alors en Normandie, d'où il partit en août 1172, pour aller, avec sa femme Marguerite, faire renouveler à Winchester, le 27 de ce mois, la cérémonie de son couronnement².

La charte de Richard, évêque de Coutances, que nous allons voir expressément visée dans la confirmation du roi (*sicut carta Ricardi, Constantiensis episcopi, cum sigillis predictis, testatur*), est donc incontestablement du 10 mars 1172.

Elle constate de quelle façon se termina un litige portant sur l'église de Camprond et détermine les droits respectifs qu'avaient sur cette église Enguerran de Camprond, Enjurer de la Chapelle et le prieur de Bohon, représentant l'abbé de Marmoutier.

Les destinées de cette charte, qui tiendra désormais une place importante dans les études de diplomatique anglo-normande, sont assez curieuses pour être ici racontées. L'original en fut soigneusement conservé pendant six siècles et demi dans les archives de l'abbaye de Marmoutier. Après la suppression du monastère, le feudiste chargé d'organiser les archives du département d'Indre-et-Loire, conformément à un principe suivi dans quelques départements, mit à part les dossiers concernant les prieurés que l'abbaye de Marmoutier avait possédés dans un grand nombre de

1. Eyton, p. 163 et 166.

2. Eyton, p. 168.

diocèses du nord et de l'ouest de la France. Il estimait que la place de ces dossiers était marquée dans les archives des départements où s'était trouvé le siège des ci-devant prieurés. En conséquence, il envoya le dossier du prieuré de Bohon à l'administration du département de la Manche, laquelle refusa d'acquitter le prix du port, de sorte que les précieux parchemins dont il se composait, mis au rebut, ont disparu. L'archiviste d'Indre-et-Loire a consigné le fait sur son registre, pour ne pas encourir la responsabilité de la perte des chartes des prieurés de Bohon, de Héauville, de Sacey et de Mortain.

Heureusement, la charte de l'évêque Richard relative au prieuré de Bohon avait attiré au xvii^e siècle l'attention de l'incomparable Gaignières, qui avait jugé utile d'en faire entrer dans ses collections une bonne copie, avec le dessin des sceaux qui en garantissaient l'authenticité¹. C'est ainsi que, grâce à Gaignières, nous possédons une copie très fidèle de la pièce qui nous sert aujourd'hui à résoudre un intéressant problème de chronologie.

2. *Homologation par Henri II de la charte précédente.*

Le roi avait été saisi de la charte de l'évêque de Coutances aussitôt après son retour en Normandie, où il était débarqué à Barfleur tout au commencement du mois de mai. Quelques jours après son débarquement, il se rendit à Caen, où il eut une conférence avec les légats du pape², et ce fut pendant son séjour à Caen qu'il vit ou fit voir aux clercs de la chancellerie la charte de Marmoutier et qu'il ordonna de l'homologuer. La charte d'homologation, qui reproduit textuellement les termes de l'accord, nous est parvenue dans les mêmes conditions³ que la charte de l'évêque de Coutances :

H., rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, archiepiscopis, episcopis, comitibus, baronibus, justi-

1. Ms. latin 5441, t. II, p. 31. — Une copie de la charte a été aussi envoyée par un bénédictin au Cabinet des chartes, Collection Moreau, vol. 78, fol. 76.

2. Benoît (*Gesta Hen. II*, t. I, p. 41) mentionne l'entrevue de Caen aussitôt après le débarquement du roi : « Applicuit in Normanniam apud Barbefluctum, et invenit apud Cadomum predictos cardinales... »

3. Nous en avons deux copies venues, l'une de Gaignières (ms. latin 5441, t. II, p. 29), et l'autre du Cabinet des chartes (Collection Moreau, vol. 78, fol. 68).

ciis, vicecomitibus, ministris et omnibus fidelibus suis, francis et anglis, salutem. Sciatis me concessisse et hac presenti carta mea confirmasse concordiam que rationabiliter facta fuit inter Ingelgerum de Bohun et Engelrannum de Campo Rotundo et monachos Majoris Monasterii de Bohun, de ecclesia Sancti Petri de Capella, sicut carta Ricardi, Constanciensis episcopi, cum sigillo Rotrodi, Rotomagensis archiepiscopi, et sigillo capituli Sancte Marie de Constanciis, testatur. Quare volo et firmiter precipio quod concordia illa firmiter et stabiliter teneatur, sicut carta Ricardi, Constanciensis episcopi, cum sigillis predictis, testatur, et sicut concessi et hac carta mea confirmavi. Testibus : Jocelino episcopo Saresberienensi, et Ricardo archidiacono Pictavensi, et Reginaldo archidiacono Saresberienensi, comite Willelmo de Mandevilla, Willelmo de Sancto Johanne, Willelmo de Curci, dapifero, Hugone de Croissi. Apud Cadomum.

Que l'homologation soit à peu près de la même date que l'accord du 10 mars 1172, c'est ce qui résulte de la mention d'un des témoins qui assistèrent à l'expédition de la charte royale : *Ricardus, archidiaconus Pictavensis*. Il s'agit là de Richard d'Ilchester, qui cessa d'être archidiacre de Poitiers, quand il fut intronisé sur le siège épiscopal de *Winchester*, au mois de mai 1173. Il est donc certain que la formule *Henricus rex Anglorum* était encore en usage à une date comprise entre le 10 mars 1172 et le mois de mai 1173.

Je considère donc comme superflu de démontrer que cette formule a été employée par la chancellerie de Henri II au cours des années 1170 et 1171, ce qui pourrait être établi à l'aide de chartes expédiées en faveur des abbayes de Baugerais¹, de Lonlai², de Savigni³ et de Montebourg⁴.

3. Charte de Henri II pour une cousine de Geoffroi Ridel.

Richard d'Ilchester, dont il vient d'être question à propos de la charte du prieuré de Bohon, et son ami Geoffroi Ridel furent, comme je l'ai déjà dit, deux des plus influents

1. Charte datée de Châtillon en Berri, dont l'original a figuré dans une vente faite à Paris en 1894.

2. Charte datée de Ger. Ms. latin 10071, fol. 193.

3. Charte datée du même lieu. Cartul. de Savigni, charte 566.

4. Charte datée de Cherbourg. Cartul. de Montebourg, charte 673.

ministres de Henri II. Richard d'Ilchester, archidiacre de Poitiers, s'est signalé par son hostilité contre l'archevêque de Cantorbéry, et Geoffroi Ridel, archidiacre de Cantorbéry, avait succédé à Thomas Becket dans les fonctions de chancelier. Tous deux, le 17 mai 1173, échangèrent leur titre d'archidiacre contre celui d'évêque. Richard fut appelé à gouverner le diocèse de Winchester, et Geoffroi celui d'Ély¹. Ils portèrent le titre d'élus de Winchester et d'Ély depuis le jour de leur élection (mai 1173) jusqu'au jour de leur sacre (13 octobre 1174)². C'est antérieurement à cette période, c'est-à-dire antérieurement au mois de mai 1173, que doit être rapportée une charte par laquelle le roi Henri II avait confirmé l'assignation de dot que *Galfridus Ridellus, Cantuariensis archidiaconus*, avait faite à sa cousine Gallienne La Blonde, quand elle épousa Robert de L'Ile.

Henricus, Dei gratia rex Anglorum...

Sciatis me dedisse et presenti carta confirmasse donationem quam Galfridus Ridellus, Cantuariensis archidiaconus, fecit Roberto de Insula et Galliene, cognate sue, filie Willelmi Blundi..., ad se maritandum prenominato Roberto...

Testibus : Rogero, archiepiscopo Eboracensi, Arnulfo, episcopo Lexoviensi, Willelmo de Curci, dapifero, Willelmo filio Hamonis, Willelmo de Cainet.

Apud Argentomum³.

Voilà un exemple de la formule *Henricus Dei gratia rex*

1. « Wintoniensis, Helyensis, electi sexto decimo kalendas junii, die scilicet Ascensionis... » R. de Diceto, t. I, p. 368. — A la veille de l'élection, les deux archidiacres, par ordre du roi, passèrent d'Angleterre en Normandie, comme on le voit dans le Rôle de la Pipe de l'an 1172-1173 (p. 14 de l'édition), où sont inscrites les sommes payées par le fermier de Southampton pour l'affrètement des bâtiments qui firent passer en Normandie les gens du roi : « In liberatione ix navium que debuerunt transfretare cum Ricardo de Luci, et Ricardo, Pictavensi archidiacono, et, Gaufrido, Cantuariensi archidiacono, et aliis baronibus, precepto regis, 13 l. 15 s., per breve Ricardi de Luci. — In liberatione esnacce quando transfretavit cum thesauro ad Ascensionem, quem Balduinus clericus duxit, 7 l. 10 s., per breve regis. »

2. « Wintoniensis, Helyensis, episcopi, ... sicut una hora communiter consecrati, sic in uno eodemque die suis sollempniter sunt in sedibus constituti, III^o idus octobris. » *Ibid.*, p. 395.

3. Rymer, dernière édition, t. I, part. 1, p. 42. Cette charte fait partie des *Cartæ antiquæ* du Record Office; Eyton (p. 111) l'a indûment classée à l'année 1167.

Anglorum antérieur au mois de mai 1173 et postérieur à celui du mois de mai 1172, qui vient de nous être fourni par la charte du prieuré de Bohon.

4. Charte de Henri II pour l'abbaye de Fontevrault.

Je puis citer une autre charte, du commencement de l'année 1173, dans laquelle Henri II est appelé *Henricus Dei gratia rex Anglorum*. C'est une charte relative au minage de Saumur, que Gaignières¹ a copiée d'après l'original, et dont je reproduis les passages qui viennent à l'appui de ma thèse :

Henricus, Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus, seneschallis, prepositis et omnibus ministris et fidelibus suis, salutem.

Sciatis me concessisse et presenti carta mea confirmasse Deo et Sancte Marie et ecclesie Fontis Ebraudi et sanctimonialibus ibidem Deo servientibus omnia subscripta que, in presentia mea, in liberam et perpetuam elemosinam fuerunt eis data et concessa. Ex dono Pagani de Mange et Dionisie, uxoris sue, concedentibus filiis suis Willelmo et Philippo, terciam partem omnium reddituum ipsorum in minagio Salmuri...

Testibus : R., comite Sancti Egidii, et Hamelino, comite Warenne, et vicecomite de Torennia, Stephano de Turonis, seneschallo Andegavensi, Hugone de Creissi, Willelmo Filio Radulfi, Hugone Galler., Johanne Rainardi.

Apud Fontem Ebraudi.

Le premier des témoins de cette charte est Raimond V, comte de Toulouse, qui, au commencement de l'année 1173, vint à Limoges, à la cour de Henri II, et qui rendit son hommage au roi le dimanche 25 février 1173 : « Dominica qua cantatur *Invocavit me*, factum est hominium istud v kalendas martii. » Ainsi s'exprime Geoffroi de Vigois², et c'est en 1173 que le dimanche où se chante *Invocavit me*, c'est-à-dire le premier dimanche de carême, tomba le 5 des calendes de mars. Il faut

1. Ms. latin 5480, t. I, p. 75.

2. *Recueil des historiens*, t. XII, p. 443 A. C'est à tort que les éditeurs ont proposé la leçon *VIII kalendas*, c'est-à-dire le 22 février.

donc classer aux environs de la fin de février la date de la charte du minage de Saumur, dans laquelle Raimond V intervient comme témoin.

5. *Charte de Henri II pour maître Gautier de Coutances.*

J'ajouterai encore trois chartes portant la formule *Henricus Dei gratia rex* et qui appartiennent à la période comprise entre le mois de mai 1173 et le mois de novembre 1174, puisque Richard d'Ilchester et Geoffroi Ridel y figurent en qualité d'évêques élus de Winchester et d'Ély.

La première, concernant la concession de la chapellenie de Blythe à maître Gautier de Coutances, a été expédiée de Stokes-Bay, petite localité du Hampshire, où le roi n'avait guère l'occasion de s'arrêter, sinon quand il devait s'embarquer ou qu'il venait de débarquer à Portsmouth. Aussi l'Itinéraire dressé par le Rev. Eyton¹ la mentionne-t-il seulement une fois à l'occasion du passage de Henri II en Normandie dans l'été de 1177. La charte accordée à Gautier de Coutances prouve que le roi s'y arrêta aussi pendant un des deux séjours qu'il fit en Angleterre, au cours des années 1173 et 1174.

Le voyage de 1173 est attesté par le Rôle de la Pipe de la 19^e année du règne : on y voit mentionnées, au compte du fermier de Southampton, la traversée du bâtiment qui alla en Normandie à la rencontre du roi, et la dépense de la maison royale pendant quatre jours dans la ville de Northampton².

Quant au second voyage, l'auteur des *Gesta Henrici II* nous apprend que Henri II s'embarqua à Barfleur le 7 juillet 1174, qu'il débarqua à Southampton le lendemain lundi, et qu'au retour il se rembarqua le 7 août à Portsmouth pour prendre terre le lendemain jeudi 8 août à Barfleur en Normandie³. Nous savons

1. P. 216.

2. « In liberatione esnacce quando transfretavit in Normanniam contra regem. » Pipe Roll, 19 H. II, p. 55. — « Pro corredio regis apud Norhantonam per IIII dies. » *Ibid.*, p. 33. — Cf. Eyton, p. 173.

3. « Circa octabas apostolorum Petri et Pauli, ... usque ad Barbesfluctum, ubi naves suæ congregatæ erant, transvolavit, et statim, navibus ascensis, in crastino applicuit in Angliam apud Suthamtonam feria secunda, VIII idus julii. — ... Ad mare transvolavit, et navibus adscensis apud Portesmutam, in crastino applicuit apud Barbesfluctum in Normannia, scilicet VI idus augusti, feria quinta. » *Gesta Henrici II*, t. I, p. 72.

même que, pendant son mois de séjour en Angleterre, il vint à Huntingdon voir un ingénieur qui dirigeait la construction de machines de guerre¹.

La charte dont il s'agit est ainsi conçue :

Henricus, Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus et omnibus ministris et fidelibus suis, francis et anglis totius Anglie, salutem. Scialis me concessisse et dedisse in liberam elemosinam et presenti carta confirmasse dilecto clerico meo magistro Waltero de Constanciis, capellaniam de Blia, cum omnibus pertinentiis suis, in ecclesiis et capellis et terris et decimis et in omnibus aliis ad eam pertinentibus, tenendam quamdiu vixerit in habitu clericali, sicut aliquis predecessorum suorum ea melius et liberius et integrius tenuit aliquo tempore. Quare volo et firmiter precipio quod magister Walterus de Constanciis habeat et teneat bene et in pace, libere et quiete et integre et honorifice predictam capellaniam, cum omnibus pertinentiis et libertatibus et liberis consuetudinibus suis, in bosco et plano, in pratis et pasturis, in aquis et molendinis, et vivariis et piscariis, in ecclesiis et capellis et terris et decimis, in viis et semitis et in omnibus aliis locis et aliis rebus ad eandem pertinentibus capellaniam, sicut aliquis predecessorum suorum eam melius et liberius et integrius ante eum habuit et tenuit. Testibus : R. archiepiscopo Eboracensi, R. Wintoniensi, G. Elyensi electis, comite Reginaldo Cornubie, Ricardo de Luci, Reginaldo de Curtenaio, Willelmo de Albigneio, Unfrido de Bohun, Roberto Marmion, Hugone de Creissi, Willelmo de Lamvalleio, Thoma Basset.

Apud Stokes juxta mare.

Cette charte est copiée dans le Cartulaire de la cathédrale de Rouen, sous le n° 152.

6. *Charte de Henri II pour l'abbaye de Reading.*

C'est aussi d'Angleterre, du château de Windsor², que fut

1. « Yvoni ingeniatori, i marcam ad locandos carpentarios ad faciendas machinas, quando rex venit ad Huntendoniam, per breve regis. » *Pip.* 20 H. II, p. 82.

2. La charte dont il est ici question doit avoir été faite pendant le séjour

expédiée en faveur de l'abbaye de Reading une charte portant la souscription de Geoffroi, non encore sacré évêque d'Ély.

Henricus, Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, justiciis, vicecomitibus et omnibus ballivis suis in quorum balliis monachi de Radingis terras habent, salutem.

Precipio vobis quod custodiatis et manuteneatis et protegatis terras et homines et omnes res et possessiones monachorum de Radingis sicut meas proprias, ita quod nullam molestiam vel injuriam aut gravamen eis faciatis nec fieri permittatis, quia omnia sua sunt in manu et custodia et protectione mea. Et prohibeo ne de ullo teneamento quod in dominico suo teneant, ponantur in placitum nisi coram me vel coram capitali justicia mea.

Teste G., electo Elyensi episcopo.

Apud Windesoram.

L'original de cette charte est au Musée britannique. Elle a été publiée par M. W. de G. Birch¹ sous la date de 1174-1189; mais elle doit être de l'année 1173 ou 1174.

7. *Charte de Henri II pour Richard du Hommet, connétable de Normandie.*

J'arrive à la dernière charte dont j'invoque le témoignage pour montrer que l'adoption du nouveau protocole était un fait accompli en 1173-1174. C'est une confirmation des biens que le connétable Richard du Hommet possédait de toute ancienneté en Angleterre²; mais elle n'est certainement que de l'année 1173-1174, puisqu'elle a été expédiée pendant un séjour que le roi faisait à Caen, accompagné de l'évêque élu de Winchester.

Henricus, Dei gratia rex Anglorum, et dux Normannorum et Aqu-

que le roi fit à Windsor en 1174 et que mentionne le rôle de la Pipe de la 20^e année (p. 10) : « Pro ducendo thesauro tribus vicibus, semel ad Windr., bis ad Wintoniam. »

1. W. de G. Birch, *On the seals of king Henry the second*, p. 27 (extr. des *Transactions of the R. Society of literature*, vol. XI, new series). — L'éditeur date cette charte de 1174-1189.

2. *The great rolls of the Pipe for the II, III and IV years of the reign of king Henry second*, p. 24, 83 et 136.

tanorum, et comes Andegavorum, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus et omnibus ministris et fidelibus suis Anglie et Normannie, salutem. Sciatis me concessisse et dedisse et presenti carta confirmasse Richardo de Hum[etis], constabulario meo, et heredibus suis, pro suo servitio, Stamford, cum omnibus pertinentiis castelli et burgi, excepto servitio abbatis de Burgo et Guillelmi de Lanvallé. Dono etiam eis et confirmo Katen[am], cum pertinentiis suis, et Dodintonam, cum pertinentiis suis, et de feodo comitis Gifardi Risembergam et Sirigeham, cum pertinentiis suis, et in Normannia Meisy, cum omnibus pertinentiis suis, et haïam de Lutemare, cum pertinentiis suis, tenenda in feodo et hereditate, sibi et heredibus suis, de me et heredibus meis. Quare volo et firmiter precipio quod Richardus de Hum[etis], constabularius meus, et heredes sui hec prenominata habeant et teneant de me et heredibus meis, cum omnibus pertinentiis suis, in bosco et plano, in pratis et pasturis, in aquis et molendinis, in stagnis et vivariis, in viis et semitis, et in omnibus aliis locis et aliis rebus ad ea pertinentibus, bene et in pace, libere et quiete, integre, plenarie et honorifice, cum omnibus libertatibus et liberis consuetudinibus suis. Testibus : Rotrodo, archiepiscopo Rothomagensi, Henrico, episcopo Baiocensi, Arnulfo, episcopo Lexoviensi, Frogero, episcopo Sagiensi, R[icardo], electo Wintoniensi, Johanne, decano Sarisberiensis, Wilhelmo de Curci, dapifero, Jordano Taissun, Fulcone Paenello, Johanne de Solineio, Roberto Bertram, Hugone de Gund[evilla], Ricardo filio comitis, Hugone de Cressy, Roberto de Stutevilla, Roberto de Briecuria. Apud Cadomum.

Suivant le *Calendar* de Round (n° 530), cette charte serait en original aux archives du Calvados; mais elle n'est représentée dans ce dépôt que par un vidimus de Jean, duc de Normandie, daté de 1347, comme a bien voulu m'en avertir mon confrère l'archiviste M. G. Besnier. La plus ancienne copie que nous en possédions est celle que contiennent les registres C, D et E de Philippe-Auguste.

Le hasard fera peut-être trouver une charte de Henri II qui sera reconnue appartenir à l'année 1172 ou 1173 et qui permettrait de resserrer encore les limites extrêmes de la période au cours de laquelle s'est effectué le changement de protocole.

VI. RESSOURCES FOURNIES PAR LES FORMULES DE SUSCRPTION
POUR DATER LES CHARTES DE HENRI II.

Il est donc surabondamment prouvé que les chartes de Henri II se partagent en deux séries bien distinctes : d'une part, les chartes expédiées pendant les dix-huit premières années du règne, de 1155 à 1172 : elles sont caractérisées par l'emploi de la formule *Henricus rex Anglorum* ; d'autre part, les chartes des dix-sept dernières années, de 1173 à 1189 ; on les reconnaît à l'emploi de la formule : *Henricus Dei gratia rex Anglorum*.

Maintenant que la date du changement de protocole est bien établie, pouvons-nous en indiquer la cause ? S'est-il produit en 1172 un événement qui ait pu occasionner le changement ?

Au premier abord, on est frappé de la coïncidence de ce changement avec l'amende honorable à laquelle Henri II fut obligé de se soumettre pour être absous de participation au meurtre de l'archevêque de Cantorbéry.

L'amende honorable fut reçue par les cardinaux dans la cathédrale d'Avranches le 21 mai 1172, et c'est seulement quelques mois après que nous constatons pour la première fois l'emploi de la formule *Henricus Dei gratia rex Anglorum*. Henri II, après avoir fait sa soumission à l'Église, a-t-il trouvé à propos de reconnaître dans les actes de son gouvernement, qu'il tenait son pouvoir royal de la toute-puissance divine ? Je laisse la question indécise, et je ne crois pas qu'on puisse tirer un argument quelconque du fait qu'au moment même où le nouveau protocole fut adopté la direction de la chancellerie fut confiée à un nouveau titulaire, comme on le verra dans le chapitre relatif aux directeurs et aux clercs de la chancellerie.

Renonçant à expliquer la cause du changement de protocole, je me bornerai à rechercher le parti que les diplomatistes peuvent en tirer pour l'étude des actes de Henri II.

Désormais, il suffira de jeter les yeux sur la première ligne d'une charte de ce roi pour reconnaître si elle est antérieure ou postérieure à l'année 1173 : elle est antérieure à 1173 si elle porte les mots HENRICUS REX ANGLORUM, postérieure s'il y a HENRICUS DEI GRATIA REX ANGLORUM. L'application de cette règle permettra de réformer beaucoup des millésimes proposés ou acceptés

pour suppléer à l'absence de dates. Un seul exemple suffira pour montrer combien de services peut rendre l'application de la règle qui vient d'être proposée. Je l'emprunte à l'un des plus savants et plus utiles recueils diplomatiques que nous devions à la jeune école historique de la Grande-Bretagne : le *Calendar of documents preserved in France illustrating of the history of Great Britain and Ireland*, de M. Horace Round¹. Sur les 147 actes de Henri II que cet historien a compris dans un livre trop peu connu en France, on compte 43 pièces, dont la date aurait pu être plus rigoureusement fixée à la simple lecture de la première ligne des actes.

Dans le tableau suivant, à la suite du n° du *Calendar* et de la date proposée par M. Round, on trouvera la date telle qu'on la peut déduire uniquement de la suscription, même sans tenir compte des particularités qui permettent d'arriver à une plus grande précision, et, dans la dernière colonne, le nom de l'établissement ou du personnage auquel la charte est relative.

N°s DU CALENDAR.	DATES DU CALENDAR.	DATES DÉDUITES DE LA SUSCRPTION.	NOMS DE LA PARTIE INTÉRESSÉE.
24.	1166-1175.	Post. à 1173.	Gautier de Saint-Valeri.
25.	1165-1183.	Post. à 1173.	Les chanoines de Rouen.
27.	1173-1184.	Ant. à 1173.	Les mêmes.
103.	1170-1177.	Post. à 1173.	Les tanneurs de Rouen.
137.	Juin 1174?	Ant. à 1173.	Les bourgeois de Fécamp.
173.	1156-1175.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Saint-Wandrille.
218.	1166-1183.	Post. à 1173.	L'abbaye de Bondeville.
247.	Non daté.	Post. à 1173.	La léproserie de Pont-Audemer.
259.	1166-1167.	Post. à 1173.	L'abbaye du Valasse.
302.	1170-1175.	Post. à 1173.	Jean, fils de Luc, qui devint évêque d'Évreux.
345.	1165-1178.	Post. à 1173.	L'abbaye de Préaux.
406.	1156-1175.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Lire.
458.	1169-1180.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Saint-Étienne de Caen.
482.	1167-1174.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Troarn.

1. Le premier volume, le seul publié, a paru en 1899; il consiste en LV et 680 pages.

N ^{os} DU CALENDAR.	DATES DU CALENDAR.	DATES DÉDUITES DE LA SUSCRIPTION.	NOMS DE LA PARTIE INTÉRESSÉE.
492.	1156-1175.	Ant. à 1173.	Le prieuré de Brieweton.
529.	1170-1180.	Post. à 1173.	L'abbaye d'Aunai.
548.	1169-1184.	Post. à 1173.	Le prieuré du Plessis.
550.	1167-1175.	Post. à 1173.	Le même.
551.	1170-1175.	Post. à 1173.	Hugues, fils d'Osbert.
577.	1169-1175.	Post. à 1173.	Les religieuses de Lisieux.
600.	1169-1175.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Saint-André de Gouffer.
617.	1166-1184.	Post. à 1173.	Hugues de Laci.
620.	1166-1189.	Ant. à 1173.	Haimon le Bouteiller.
894.	Non daté.	Post. à 1173.	L'abbaye de Montebourg.
895.	Non daté.	Ant. à 1173.	La même.
896.	Non daté.	Ant. à 1173.	La même.
910.	1156-1184.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Saint-Lô.
936.	1156-1164.	Post. à 1173.	L'abbaye de Notre-Dame-du- Vœu.
937.	1156-1166.	Post. à 1173.	La même.
939.	Non daté.	Ant. à 1173.	La même.
948.	Vers 1175.	Ant. à 1173.	La même.
963.	1165-1175.	Post. à 1173.	Le chapitre de Coutances.
977.	Non daté.	Post. à 1173.	L'abbaye de Saint-Sauveur.
978.	Non daté.	Post. à 1173.	La même.
980.	1160-1170.	Post. à 1173.	La même.
1068.	1167-1175.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Fontevrault.
1073.	1167-1177.	Post. à 1173.	La même.
1074.	1166-1178.	Post. à 1173.	La même.
1075.	1166-1178.	Post. à 1173.	La même.
1076.	1175-1185.	Ant. à 1173.	La même.
1280.	1156-1157.	Post. à 1173.	Odouin de Malpalu.
1398.	Non daté.	Ant. à 1173.	L'abbaye de Cluni.
1428.	Non daté.	Ant. à 1173.	Raoul Le Véel.

L'antépénultième de ces chartes est particulièrement intéressante, et il importe d'en fixer la date, parce que c'est un des premiers textes qui nous soient parvenus sur l'histoire industrielle de Rouen. C'est par cette charte, délivrée au panetier du roi Odouin de Malpalu, que fut réglé le régime du métier de la boulangerie dans la ville de Rouen. Elle nous est parvenue sous la forme d'un

vidimus confirmatif délivré par le roi de France en juillet 1323. Le texte en avait été publié en 1852 dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*¹, où elle est classée sous la date « vers 1170 ». M. Round², qui la considère comme expédiée en 1156 ou 1157, ne se contente pas de relever la date proposée dans l'édition française : il ajoute les mots *See Preface*, et le lecteur qui voudra recourir à la Préface y lira, à la page xxvii, que l'auteur s'est cru obligé, à l'occasion de son n° 1280, de vérifier les dates proposées par ses devanciers; c'est là un scrupule dont il faut l'approuver, mais ne pouvait-il pas se dispenser d'ajouter que la vérification était nécessaire « in spite of the great and just reputation of French scholars in *Diplomatique* »? La vérification ne s'impose-t-elle pas pour les éditions anglaises comme pour les françaises?

La charte de la boulangerie rouennaise a donc été hypothétiquement classée « vers 1170 » par l'éditeur français, et sous la rubrique [1156-1157] par M. Round. Ni l'une ni l'autre des hypothèses n'est absolument exacte, puisque la charte commence par la formule : *Henricus Dei gratia rex Anglorum*; elle est assurément postérieure à 1173, ce que pouvait ignorer un antiquaire normand en 1852, comme aussi l'auteur du *Calendar* en 1899. Avouons toutefois que l'erreur du diplomate français est moins grave que celle du diplomate anglais : l'erreur du premier porte sur une différence de trois ou quatre années seulement, tandis que celle du second s'élève à une différence de quinze années.

La charte de la boulangerie de Rouen a d'ailleurs occasionné à M. Round une distraction qui peut être relevée ici, ne fût-ce que pour montrer la nécessité de vérifier parfois les dates proposées même par les meilleurs diplomates anglais. La liste des témoins commence ainsi dans le *Calendar* : « Testes (*sic*) : [Johanne] Loxoviensi (*sic*) episcopo... »

Le nom de l'évêque de Lisieux manque dans le registre du Trésor des chartes qu'a consulté l'éditeur normand, le seul aussi que mentionne l'auteur du *Calendar*; il manque également dans une seconde copie qui vient d'un registre de la Chambre des

1. T. XVI, part. II, p. 4, n° 14 (*Cartul. normand.*).

2. *Calendar*, p. 465, n° 1280.

comptes¹. On pouvait restituer le nom entre crochets, comme l'a fait M. Round, mais il ne fallait pas choisir le nom de *Johannes*. Jean, évêque de Lisieux, était mort en 1141, treize ans avant l'avènement de Henri II au trône d'Angleterre. Il n'a donc jamais pu servir de témoin à une charte de ce prince.

J'ai peut-être trop insisté sur la charte dont il s'agit, et dont la date est beaucoup plus voisine de la fin que du commencement du règne. Mais je ne saurais trop recommander l'application de la règle que j'ai cru pouvoir tirer de la différence des suscriptions. Elle épargnera de longs tâtonnements, puisqu'elle permet de reconnaître au premier coup d'œil si la pièce qu'on étudie est antérieure ou postérieure à l'année 1173.

Cette règle sera surtout très utile pour la critique des actes dont le texte nous a été transmis par des cartulaires où les copistes ont systématiquement supprimé les noms des témoins. Tel est le Cartulaire de Saint-Pierre de Gloucester²; il renferme 34 chartes de Henri II que l'éditeur a désespéré de dater, et qu'il a toutes, à l'exception de six³, classées sous une rubrique uniforme 1154-1189, l'année du commencement du règne et celle de la mort du roi. S'il avait pu tenir compte de l'absence ou de la présence de la formule *Dei gratia rex*, il n'aurait pas confondu les actes de la première moitié du règne avec ceux de la seconde.

Un petit nombre d'exemples suffira pour montrer à quels résultats conduit l'examen simultané de la suscription, avec le nom des témoins sur la vie desquels des renseignements chronologiques à date certaine nous sont parvenus, avec la date de lieu, qui est toujours exactement énoncée et avec toute autre particularité mettant sur la voie d'un rapprochement décisif.

Je citerai en premier lieu deux barons normands qui ont été longtemps remarquables au premier rang à la cour de Henri II, Guillaume de Courci et Jourdain Taisson.

Beaucoup de chartes de Henri II sont attestées par le sénéchal Guillaume de Courci, qui a fréquenté la cour du roi depuis l'avènement du roi jusqu'à sa mort, à lui sénéchal, arrivée en 1176.

1. Ms. latin 9067, fol. 141 v°.

2. W. H. Hart, *Historia et Cartularium monasterii S. Petri Gloucestriæ*. Lond., 1867-1868, 3 vol. in-8°.

3. Ces six chartes portent dans l'édition les n° 211, 477, 656, 669, 700 et 896. Les autres portent les n° 78, 155, 158-160, 191, 196, 210, 288, 313, 347, 415, 453, 545, 546, 630, 635, 636, 639-642, 701, 717, 721, 730, 732, 821.

De la présence du nom de ce baron au bas d'une charte royale on peut seulement conclure que la charte a été rédigée entre 1154 et 1176. Mais onze de ces chartes débutent par les mots *Henricus Dei gratia rex*. La date de ces onze chartes est donc comprise entre 1173 et 1176. Ce point établi, nous pouvons encore resserrer les limites chronologiques qui doivent être assignées à la rédaction de ces chartes, qui toutes ont été faites en Normandie. Or, de 1173 à 1176, Henri II n'a résidé en France que de mai à juillet 1173 et d'août 1174 à mai 1175.

Nous sommes amenés à classer sous la date : *de mai 1173 à mai 1175*, ces onze chartes qui, datées de localités normandes, contiennent le nom de Guillaume de Courci et la formule *Dei gratia rex* :

Pour l'abbaye de Blanchelande, à *Valognes*. (Copie aux archives de la Manche.)

Pour Gautier de Saint-Valeri, à *Bur*. (Cartul. de l'église de Rouen, chartes 171 et 172.)

Pour Hugues, fils d'Osbert, à *Barfleur*. (Cartul. du prieuré du Plessis, t. III, charte 1435.)

Pour Jean, fils de Luc, à *Bur*. (Cartul. du chapitre d'Évreux, n° 243.)

Pour les religieuses de Notre-Dame de Lisieux, à *Caen*. (Original aux archives du Calvados.)

Pour l'abbaye du Mont-Saint-Michel, à *Valognes*. (Mon édition de Robert de Torigni, t. II, p. 307.)

Pour les religieuses de Mortain, à *Caen*. (Original, Arch. nat., fonds de Mortain.)

Pour Richard du Hommet, à *Caen*¹. (Original aux arch. du Calvados.)

Pour l'église Saint-Martin de Tours, à *Caen*. (Original ayant figuré dans une vente faite à Paris le 27 novembre 1888.)

Pour l'abbaye de Savigni, à *Caen*. (Cartul. de Savigni, n° 232.)

Pour l'abbaye du Valasse, à *Rouen*. (Cartul. du Valasse, t. II, fol. 114 v°.)

Il faut assigner la même date, en la précisant même davan-

1. L'un des témoins de cette charte étant Richard, élu de Winchester, elle a été faite entre l'élection de ce prélat, 1^{er} mai 1173, et son sacre, le 6 octobre 1174. — Voir plus haut, p. 387.

tage, à un mandement rédigé au nom de *Henricus Dei gratia*, qui fut adressé de Cherbourg à Guillaume de Courci, au moment où le roi se préparait à passer en Angleterre¹. Le roi s'embarqua à Barfleur le 8 ou le 9 mai 1175, et il avait tenu sa cour de Noël à Cherbourg quatre mois auparavant. C'est alors, selon toute apparence, que le mandement fut expédié, vers le commencement de l'année 1175.

Ces exemples montrent comment, en rapprochant une des deux formules *Henricus rex* ou *Henricus Dei gratia rex* de noms de témoins ou de destinataires et de dates de lieu, on arrive à fixer d'une façon très précise la date de documents auxquels il serait impossible sans ce rapprochement d'assigner une place tout à fait exacte dans la série chronologique des pièces du même genre.

Jourdain Taisson, l'un des plus puissants barons de la Normandie, joua, lui aussi, un rôle des plus importants dans l'histoire de cette province² du temps de Geoffroi Plantagenet et de Henri II, jusqu'en 1178, année de sa mort. Parmi les nombreuses chartes dans lesquelles il est nommé comme témoin, j'en ai remarqué deux à la formule *Henricus Dei gratia*, qui toutes les deux concernent l'abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte; elles ont été expédiées l'une à Caen, l'autre à Cherbourg; une de ces chartes est connue par un *inspeximus* du roi Édouard II publié dans le *Monasticon anglicanum*³, l'autre est en original aux archives de la Manche. Il faut sans hésitation les attribuer à la courte période comprise entre 1173 et 1178.

Je pourrais encore citer environ 110 chartes royales attestées par Richard du Hommet, connétable de Normandie, dont onze sont écrites au nom de Henri, duc de Normandie, 60 avec la formule *Henricus rex*, et 42 avec la formule *Henricus Dei gratia rex*; elles doivent se classer, les premières dans la catégorie des années 1150-1154, les deuxièmes dans la catégorie des années 1155-1173, les dernières dans la catégorie des années 1173-1178.

Je dirai maintenant quelques mots de prélats qui ont exercé beaucoup d'influence dans les conseils de Henri II, et dont les

1. Voir plus haut, p. 375, le texte de ce mandement.

2. Voir mon *Hist. de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, p. 32 et suiv.

3. *Monasticon anglic.*, t. VI, part. II, p. 1105.

rapports avec la Cour se sont perpétués pendant toute la durée ou au moins pendant une très longue période du règne. Les modifications qui se sont produites dans leurs positions officielles ont amené des changements de titres qui, combinés avec l'emploi de l'une ou l'autre formule, *Henricus rex* et *Henricus Dei gratia rex*, fournissent des éléments très utiles pour établir des classements chronologiques. En voici quelques exemples.

Je ne parle pas de Thomas Becket, archidiacre de Cantorbéry, qui, avant de monter sur le siège archiepiscopal de cette cité, fut chancelier royal, de 1155 à 1162. Il en a été longuement question au commencement de ce mémoire.

Un contemporain de Thomas Becket, Henri d'Harcourt, qui avait débuté dans la vie ecclésiastique comme doyen de la cathédrale de Salisbury, fut sacré évêque de Bayeux en 1165 et conserva cette dignité bien au delà de la mort de Henri II. Son nom se trouve au bas de 67 actes royaux, dont 17 seulement sont à la formule *Henricus rex*, et sont à ranger dans une catégorie embrassant les années 1165 à 1173. Toutes les autres entreront dans la série répondant aux années 1173-1189.

Rotrou de Beaumont ou de Warwick, après avoir été évêque d'Évreux de 1139 à 1164, occupa le siège archiepiscopal de Rouen, de 1165 à 1182. Les 56 chartes royales qui mentionnent sa présence se divisent naturellement en deux groupes suivant qu'elles débutent par les mots *Henricus rex* ou *Henricus Dei gratia rex*. Les articles du premier groupe, au nombre de vingt-cinq, sont antérieurs à l'année 1173; ceux du second, au nombre de trente et un, appartiennent à la série de 1173-1182. On peut arriver à plus de précision en faisant porter l'examen sur d'autres témoins cités en même temps que Rotrou.

Ainsi, dans le premier groupe, celui des actes antérieurs à 1173, nous voyons figurer à côté de Rotrou :

a) Une fois, Herbert, évêque d'Avranches (ce qui dénote la période de 1155 à 1161).

b) Trois fois, le chancelier Thomas Becket (période de 1155 à 1161).

c) Trois fois, Philippe, évêque de Bayeux (période de 1155 à 1163).

d) Une fois, Froger, évêque de Séez (période de 1157 à 1164).

Des trente et une pièces composant le second groupe des chartes attestées par Rotrou, archevêque de Rouen, de 1165 à

1182, quatorze débutent par la formule *Henricus rex* et doivent se ranger sous la date 1165-1173; les autres, au nombre de dix-sept, caractérisées par la formule *Henricus Dei gratia*, se rangent sous la date 1173-1182. Mais parmi celles-ci on en compte huit qui contiennent la mention de Gilles, évêque d'Évreux, et quatre la mention de Richard du Hommet. La juxtaposition des noms de Rotrou et de Gilles entraîne le classement des huit chartes sous la date 1173-1179, et la juxtaposition des noms de Rotrou et de Richard du Hommet nous autorise à en placer quatre sous la date de 1173-1178.

Des dix chartes de Henri II à l'expédition desquelles assista Gilles, évêque d'Évreux, une seule nous offre dans l'intitulé la formule *Henricus rex*; c'est celle par laquelle l'église d'Ivrande est concédée aux chanoines réguliers de Notre-Dame d'Ivrande. Je la crois d'une des années 1170-1173. Les autres qui contiennent la formule *Henricus Dei gratia rex* doivent être d'une des années 1173-1180.

Il serait inutile de multiplier davantage les exemples qui montrent quels résultats peuvent être obtenus en étudiant simultanément les formules de suscription, les dates de lieu et d'autres particularités sur lesquelles j'aurai à revenir dans la suite de ce travail.

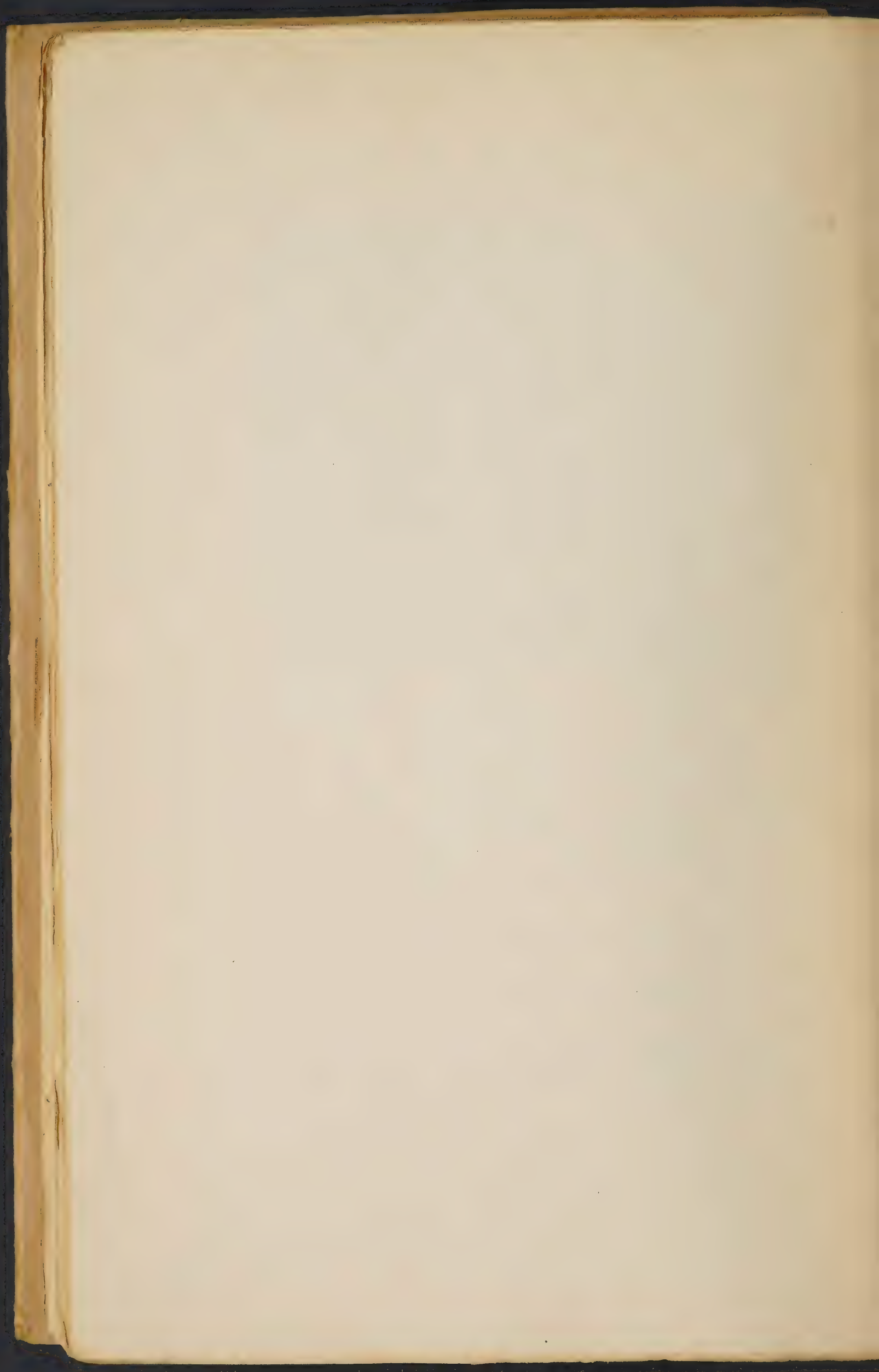
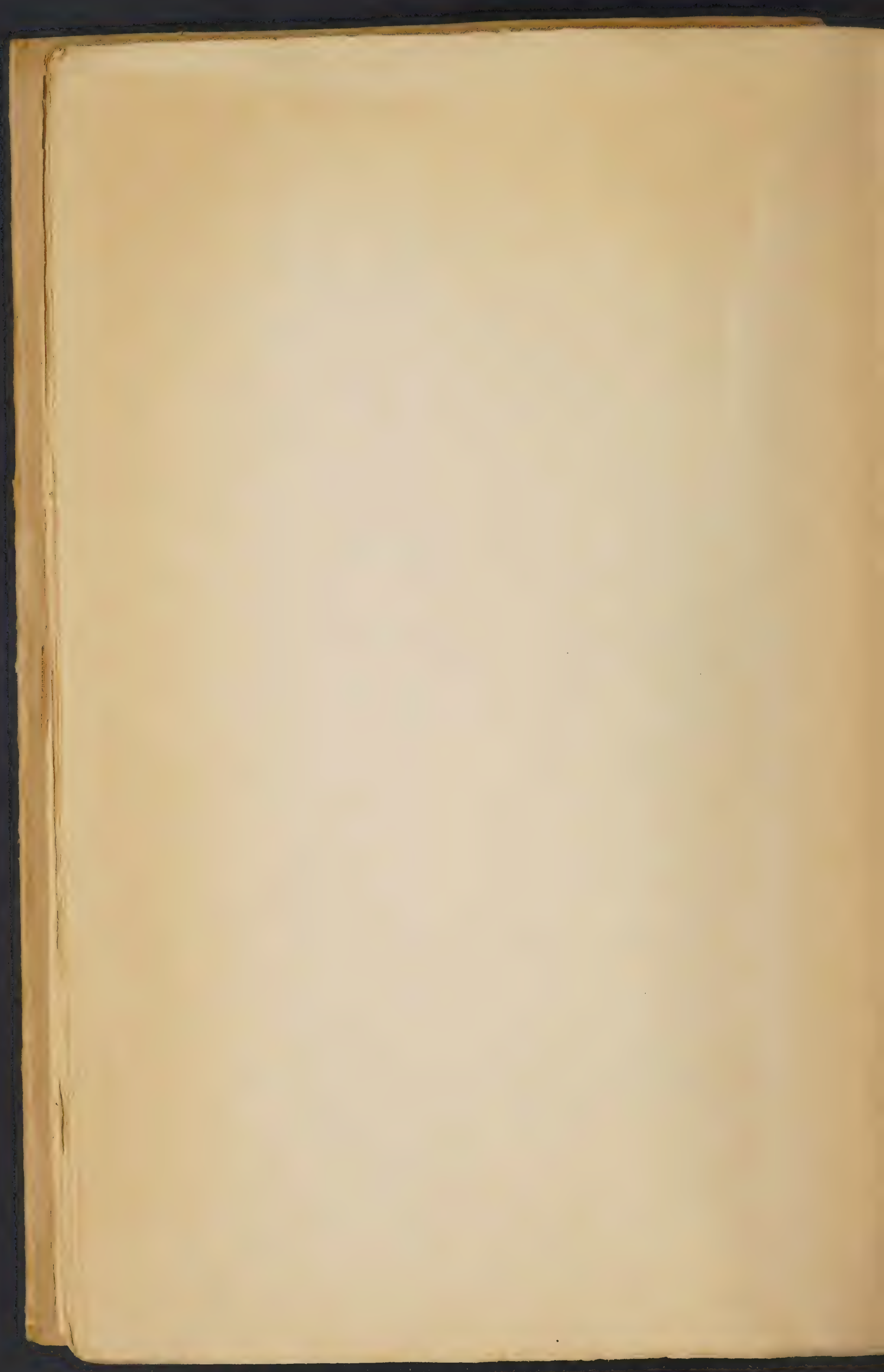


TABLE.

	Pages
Avant-propos	361
I. La chancellerie de Henri II. — Multiplicité des actes qui en sont sortis. — Rareté de ceux qui subsistent	363
II. Absence de toute date chronologique dans les actes de Henri II	371
III. Indice chronologique fourni par la formule de suscription .	374
IV. Changement du protocole au milieu du règne	377
V. La date du changement du protocole fixée entre mai 1172 et mai 1173	382
VI. Ressources fournies par les formules de suscription pour dater les chartes de Henri II.	393



AC
101
1012
1013
1014
1015

